



République du Cameroun



Système des Nations Unies
au Cameroun

L'AVENIR QUE NOUS VOULONS

RAPPORT DES CONSULTATIONS NATIONALES
POUR L'AGENDA POST 2015 AU CAMEROUN

2013



République du Cameroun



Système des Nations Unies
au Cameroun

L'AVENIR QUE NOUS VOULONS

RAPPORT DES CONSULTATIONS NATIONALES POUR L'AGENDA POST 2015 AU CAMEROUN

Août 2013

ORGANISATION ET FINANCEMENT DE LA PREPARATION DU RAPPORT NATIONAL POST-2015

SUPERVISION GENERALE

- Monsieur Emmanuel NGANOU DJOUMESSI, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) ;
- Madame Najat ROCHDI, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Cameroun.

COMITE TECHNIQUE DE PREPARATION ET DE SUIVI

MINEPAT :

- Gilbert Didier EDOA, Secrétaire Général ;
- Dieudonné TAKOUO, Directeur de la Coopération Nord-Sud et des Organisations Multilatérales;
- FOKOU Ferdinand Severin, Point focal national de l'Agenda de Développement Post-2015 ;

Système de Nations Unis :

- Lisa Simrique SINGH, Economiste Principale, PNUD ;
- Joseph BARIKACO et Mamadou BAL, CEA ;
- Roger SEUKAP et Félix KOUAM, UNFPA ;
- Appolinaire KIGNE et Samuel Serge ZANGA, UNICEF-Cameroun ;
- Dr Ouattara YAFLO, ONUSIDA ;
- Rodrigue Raoul ZUCHUON, BIT ;
- Arlette MVONDO, ONUFEMMES ;
- Thierry NDAYI, ONUDI ;
- Anne NSANG, UNIC ;
- Gildas BANDA GNITCHOGNA, SNU.

Société Civile

- Christine ANDELA, PLANOSCAM ;
- Charles LINJAP, ADIN ;
- Eugène FOYETH, Positive Generation ;
- Eugene Nyuydine NGALIM, CAMYOSFOP.

COMITE DE RELECTURE

- Membres du Comité Technique;
- Autres personnes ressources notamment : Florence BOPDA, Joséphine BIKUN, RIPA KAGHERE, Zacharie ATANGANA ESSOMBA, Anclaire ABONO, Severin TCHOMTHE, Elysée EDOA, Pierre NGUETSE, Valentin LAH KOUOTOU.

CONSULTANTS

- Martin TSOUNKEU, Economiste d'Entreprise et du Développement ;
- Pascal KENGNE, Ingénieur Statisticien Economiste.

FINANCEMENT DU PROCESSUS

- Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;
- Agences des Nations Unies : BIT, CEA, PNUD, UNFPA, UNICEF, OMS.



**Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire**

PREFACE



**Coordonnateur Résident
du Système des Nations Unies**

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique subsaharienne a enregistré des performances économiques en constante progression et des avancées considérables en matière d'amélioration du bien-être des populations. Cependant, dans la majorité des pays, la croissance économique n'a pas été inclusive ni créatrice d'emplois. Pour le Cameroun, le défi tel que défini par la Vision 2035 et le DSCE est de transformer l'économie afin qu'elle puisse soutenir la création d'emplois pour les femmes et les hommes de toutes les générations, l'élimination de l'insécurité alimentaire et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dont ceux liés à la mortalité maternelle et à la lutte contre VIH et le SIDA.

Le Cameroun a enregistré d'important progrès vers la réalisation des OMD. Toutefois ces progrès ont été inégaux entre les régions et au sein de la population. La réalisation des OMD reste une priorité majeure pour le Gouvernement du Cameroun qui bénéficie du soutien des partenaires au développement. A cet effet, le Système des Nations Unies, de concert avec les pays membres, s'est engagé dans l'identification des priorités devant faire partie de l'Agenda de développement post-2015. Le Cameroun a été de ce fait choisi comme pays pilote pour contribuer à cette réflexion visant à engager le monde sur la voie d'un développement accéléré, irréversible et durable. Ce processus a offert à l'ensemble des parties prenantes (le Gouvernement, la société civile, les populations à la base, les partenaires au développement) la possibilité et la responsabilité collectives de contribuer à la construction d'une nouvelle ère de prospérité partagée et de développement inclusif et durable tel que souhaité par le Secrétaire Général des Nations Unies.

Parce qu'aujourd'hui, plus que jamais, des efforts doivent être unis pour accélérer les progrès et aider le plus grand nombre possible de populations à participer et à bénéficier du développement, il importe de construire une plus grande résilience afin que plus de personnes vivent dans la paix, la stabilité et la sécurité. Au-delà de 2015, les efforts engagés pour atteindre un monde de prospérité, d'équité, de liberté, de dignité et de paix, devraient être poursuivis sans relâche. A cet égard, le Gouvernement travaille en partenariat avec les Nations Unies, la société civile et d'autres partenaires pour exploiter la dynamique dégagée par les OMD afin de poursuivre un programme ambitieux de développement post 2015. L'efficacité d'un tel programme sera tributaire de la prise en compte effective des priorités des populations, à l'instar de celles ressorties du processus national de consultation sur l'agenda de développement post 2015 au Cameroun. Il s'agit des priorités liées notamment à la santé, à l'éducation, à l'emploi et à l'environnement. Celles-ci s'accompagnent des préoccupations transversales toutes aussi importantes, telles que la gouvernance, les infrastructures, les droits humains et le genre.

Le grand défi pour l'après-2015, sera donc d'exploiter nos potentialités de développement pour mieux répondre aux attentes de nos populations. C'est pour cette raison que le Cameroun, de concert avec les autres pays partenaires de cet agenda ne ménagera aucun effort pour mettre en œuvre ce nouvel engagement dès son adoption par la communauté des partenaires au développement.

Emmanuel NGANOU DJOUMESSI,
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire



NAJAT ROCHDI,
Coordonnateur Résident du Système
des Nations Unies au Cameroun



SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS	IV
LISTES DES CARTES, DIAGRAMMES, ENCADRES, GRAPHIQUES, IMAGES, ET TABLEAUX	V
RESUME EXECUTIF.....	1
Introduction	1
La situation socio-économique du Cameroun.....	1
Perspectives et recommandations pour l'après-2015 au Cameroun	1
RECOMMANDATIONS	2
INTRODUCTION GENERALE.....	4
1 – CONTEXTE ET JUSTIFICATION	4
2 – OBJECTIF DU RAPPORT	5
3 – MÉTHODOLOGIE DE PRODUCTION DU RAPPORT NATIONAL	5
4 – LIMITES ET CONTRAINTES	6
5 – ARTICULATION DU RAPPORT.....	6
CHAPITRE 1 – LE CAMEROUN SUR LE CHEMIN DES OMD	7
1 – LE CAMEROUN EN RACCOURCI.....	7
Milieu physique.....	7
Démographie.....	7
Organisation administrative, institutionnelle et judiciaire.....	7
Vie politique, médiatique et associative.....	7
2 – REPÈRES ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN.....	8
Sortie de crise économique, ajustements successifs et DSRP.....	8
Nouvelles perspectives de développement et Vision-2035	8
Croissance économique et développement humain	9
Résultats sur le chemin des OMD et enjeux de l'après 2015	9
CHAPITRE 2 – CONSULTATIONS SOUS-NATIONALES SUR L'APRES 2015	17
1 - CONCEPT ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DES CONSULTATIONS RÉGIONALES.....	17
2 – PARTICIPATION AUX CONSULTATIONS RÉGIONALES	19
3 – RÉSULTATS DES CONSULTATIONS RÉGIONALES: LE MESSAGE DES POPULATIONS.....	20
• <i>SYNTHÈSE DES RÉSULTATS ET MESSAGE À RETENIR.....</i>	20
• <i>DÉTAILS SUR LES THÉMATIQUES ET PRÉOCCUPATIONS PRIORITAIRES.....</i>	23
CHAPITRE 3 – CONSULTATION NATIONALE	25
1 - CONCEPT, ENJEUX ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE LA CONSULTATION NATIONALE	25
2 – RÉSULTATS DE LA CONSULTATION NATIONALE	26
• <i>PRÉOCCUPATIONS NATIONALES PRIORITAIRES.....</i>	26
• <i>EVALUATION GLOBALE DES SERVICES DE DÉVELOPPEMENT.....</i>	26
• <i>PROPOSITIONS DE SOLUTIONS.....</i>	27
3 – FEEDBACK DES PARTIES PRENANTES	30
CHAPITRE 4 – ANALYSE DES MESSAGES RECUS DES POPULATIONS	31
ANALYSE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES DE DÉVELOPPEMENT	31
ANALYSE DES PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	35
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POUR LE CAMEROUN «POST-2015».....	38
CONCLUSION.....	38
RECOMMANDATIONS	39
ANNEXES.....	41
1 – RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	42
2 - DÉTAILS SUR LES CONSULTATIONS.....	43
Consultations dans le Grand Nord (10-11 avril 2013)	
Consultations dans le Littoral et le Grand Ouest (16-17 avril 2013)	
Consultations dans le Centre-Sud et l'Est (3-4 mai 2013)	
Consultation à Douala (19 avril 2013)	
Consultation nationale à Yaoundé (28-29 mai 2013)	

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ADIN	Africa Development Interchange Network
APD	Aide Publique au Développement
AN	Assemblée Nationale
CAMYOSFOP	Cameroon Youth and Students Forum for Peace
CCA	Country Common Assessment (Bilan Commun de Pays)
COSA	Comité de Santé
CPAP	Country Programme Action Plan
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EESI	Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel
ENAM	Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature
GICAM	Groupement Inter-patronal du Cameroun
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le Développement
INS	Institut National de la Statistique
MECAM	Mouvement des Entrepreneurs du Cameroun
MICS	Multi Indicators Cluster Survey (Enquête par grappes à Indicateurs Multiples)
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, et du Développement Durable
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Famille et de la Femme
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PLANOSCAM	Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile du Cameroun
POTE	Pays Pauvres Très Endettés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaire Technique et Financier
PVVIH	Personnes Vivant avec le VIH
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNDH	Rapport National sur le Développement Humain
SNU	Système des Nations Unies
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

LISTES DES CARTES, DIAGRAMMES, ENCADRES, GRAPHIQUES, IMAGES, ET TABLEAUX

Liste des cartes

Carte 1 : Incidence de la pauvreté par régions en 2007.....	15
---	----

Liste des diagrammes

Diagramme 1 : Schéma du «Cercle d'Efficacité du Développement durable».....	37
---	----

Liste des images

Image 1 : Participants à la consultation à Maroua	Image 2 : Participants à la consultation à Bamenda.....	20
Image 3 : Participants à la consultation à Douala	Image 4 : Participants à la consultation à Bertoua.....	20
Image 5 : Les officiels à la cérémonie de lancement de la consultation nationale à Yaoundé le 28 Mai 2013.....		30

Liste des Tableaux

Tableau 1 : Quelques résultats du Cameroun sur le chemin des OMD.....	12
Tableau 2 : Regroupement des dix régions en zones de consultations sous-nationales.....	17
Tableau 3 : Catégories de populations représentées aux consultations sous-nationales.....	19
Tableau 4 : Analyse de la situation par les participants aux consultations sous-nationales.....	20
Tableau 5 : Priorités issues des consultations sous-nationales.....	22
Tableau 6 : Structuration des travaux de groupes à la consultation nationale.....	26
Tableau 7 : Préoccupations dans les priorités de développement issues des consultations.....	31
Tableau 8 : Propositions de solutions issues des consultations.....	35
Tableau 9 : Evolution de l'incidence de la pauvreté monétaire dans le Grand Nord.....	43
Tableau 10 : Taux net de fréquentation scolaire (des 6-11 ans) dans le Grand Nord en 2011.....	43
Tableau 11 : Indicateurs de santé dans le Grand Nord.....	43
Tableau 12 : Autres indicateurs sociaux dans le Grand Nord.....	44
Tableau 13 : Analyse de la situation par les participants dans le Grand Nord.....	44
Tableau 14 : Les trois priorités de développement dans le Grand Nord.....	45
Tableau 15 : Evolution de l'incidence de la pauvreté monétaire dans le Littoral et le Grand Ouest.....	47
Tableau 16 : Taux net de fréquentation scolaire (des 6-11 ans) dans le Littoral et le Grand Ouest en 2011.....	47
Tableau 17 : Indicateurs de santé dans le Littoral et le Grand Ouest.....	47
Tableau 18 : Autres indicateurs sociaux dans le Littoral et le Grand Ouest.....	47
Tableau 19 : Analyse de la situation par les participants dans le Littoral et le Grand Ouest.....	48
Tableau 20 : Les trois priorités de développement dans le Littoral et le Grand Ouest.....	49
Tableau 21 : Evolution de l'incidence de la pauvreté monétaire dans le Centre-Sud et l'Est.....	50
Tableau 22 : Taux net de fréquentation scolaire (des 6-11 ans) dans le Centre-Sud et l'Est en 2011.....	51
Tableau 23 : Indicateurs de santé dans le Centre-Sud et l'Est.....	51
Tableau 24 : Autres indicateurs sociaux dans le Centre-Sud et l'Est.....	51
Tableau 25 : Analyse de la situation par les participants dans le Centre-Sud et l'Est.....	51
Tableau 26 : Les trois priorités de développement dans le Centre-Sud et l'Est.....	52
Tableau 27 : principaux freins au développement du secteur privé.....	54
Tableau 28 : Les trois priorités de développement pour le secteur privé.....	55

RESUME EXECUTIF

Introduction

Au cours de l'Assemblée Générale des Nations Unies tenue en septembre 2000¹ à New-York, huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont été fixés à l'horizon 2015. Les évaluations successives du chemin parcouru vers l'atteinte de ces OMD ont montré que dans la plupart des pays en développement, le risque demeurait important qu'un bon nombre d'objectifs ne soient pas réalisés à cet horizon.

La *Déclaration de Paris* (2005) et le *Programme d'Action d'Accra* (2008) subséquent pour mobiliser les Etats et la Société Civile mondiale sur l'efficacité de l'Aide au Développement, *qui ont évolué vers un partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement à Busan*(2011) n'ont pas véritablement permis l'atteinte de ces OMD. De nombreux défis restent à relever pour améliorer sensiblement et durablement le sort des populations les plus défavorisées partout dans le monde.

Face à cette situation, les Nations Unies ont donné la charge à un Panel de Haut Niveau d'éclairer le rapport du Secrétaire Général de l'ONU qui sera présenté à une session de l'Assemblée Générale en septembre 2013, spécialement consacrée aux OMD et à l'agenda de développement Post-2015. En outre, le Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG) a facilité des consultations nationales sur l'après 2015, dans une cinquantaine de pays au moins, y compris le Cameroun, pour définir «*l'avenir que nous voulons pour tous*». Les résultats de ces consultations au Cameroun ont éclairé le présent rapport qui, à son tour, sous-tendra la position à porter par le Gouvernement du Cameroun à New-York en septembre 2013.

La situation socio-économique du Cameroun

Malgré les énormes potentialités dont il dispose (ressources humaines, ressources naturelles, position géostratégique et centrale dans la zone CEMAC), la satisfaction des besoins essentiels de la grande majorité de la population reste un défi majeur pour le Cameroun. Le taux de croissance de son économie au cours de la dernière décennie a été inférieur à la fois à la moyenne en Afrique et dans la sous-région. La croissance économique n'a pas été suffisante pour permettre la réduction de la pauvreté. De nombreux dysfonctionnements contrarient encore les efforts fournis par l'Etat, le secteur privé et les populations elles-mêmes.

Face à ces insuffisances, le pays s'est imposé des ajustements successifs dans son approche stratégique en matière de développement : d'abord, après la période des plans quinquennaux, par les Programmes d'Ajustement Structurel pour faire face à la crise de la fin des années 80 ; ensuite, à partir de 2003, dans le cadre de l'initiative PPTE, avec le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) dont les résultats ont été plus qu'insuffisants. Le taux de pauvreté est resté plus ou moins stagnant (39,9% en 2007 contre 40,2% en 2001).

Perspectives et recommandations pour l'après-2015 au Cameroun

Les consultations nationales menées ont offert l'occasion à toutes les couches de la population sans discrimination aucune, de s'exprimer sur les priorités de développement du pays. Au cours de ces consultations, il est ressorti une bonne maîtrise des questions de développement humain par les organisations de la société civile et la population à la base, non seulement en termes d'identification et d'analyse des problèmes, mais aussi en termes de proposition de solutions.

¹ Cette AG/ONU a débouché sur la Déclaration du Millénaire

Les priorités ressorties à l'issue des dites consultations sont liées à la santé, à l'éducation, à l'emploi et à l'environnement. Toutefois, il y a lieu de signaler que les questions de gouvernance et celles liées aux infrastructures sont des préalables indispensables à l'atteinte de ces priorités. Toutes les interventions liées à ces priorités identifiées doivent tenir compte des approches droits humains et genre.

Le grand défi pour l'après-2015 pour le Cameroun est donc d'exploiter ses potentialités pour combler les attentes des populations, dans les domaines prioritaires définis lors des dites consultations.

Pour atteindre ces priorités, des solutions ont été proposées pour rendre la croissance économique encore plus inclusive, afin que la mise en œuvre des programmes de développement aboutisse à une amélioration substantielle et durable des conditions de vie des populations, à travers une création suffisante d'emplois décents (pour tous) tout en protégeant l'environnement. Ceci nécessite une mobilisation accrue des ressources à la hauteur des défis et des enjeux.

Au terme de ces consultations nationales pour l'agenda Post-2015, des recommandations ont été formulées. La mise en œuvre de ces recommandations permettra de rendre l'action en faveur du développement plus bénéfique pour les populations. Il est donc crucial de mettre davantage l'accent sur le développement du capital humain, et de conduire les transformations économique et institutionnelle qui nécessitent l'utilisation de ce capital, pour favoriser l'emploi décent et une croissance économique respectueuse de l'environnement.

Recommandations

Sur le plan général :

R1 : Mettre un accent sur le développement du Capital humain susceptible d'assurer une croissance inclusive et verte ;

R2 : renforcer l'efficacité des plateformes de concertation entre les administrations, le secteur privé et les organisations de la société civile en vue du suivi de la mise en œuvre des priorités nationales identifiées.

R3 : accélérer le processus de décentralisation en vue de rapprocher les services sociaux de base des besoins des populations.

R4 : Aligner les interventions des partenaires au développement aux cadres nationaux de développement et sur les besoins des populations à la base.

De façon spécifique :

R5 : Pour assurer le développement du capital humain, il y aurait lieu de :

- Construire et équiper les établissements scolaires et de santé et les répartir équitablement sur tout le territoire national ;
- Renforcer la formation et le déploiement des personnels éducatifs et de santé dans les zones défavorisées ;
- Mettre en place des incitations pour maintenir en poste les personnels enseignants et de santé affectés en milieu rural ;

- Adapter les politiques éducationnelle et de santé (infrastructures, méthodes de travail, etc.) aux besoins spécifiques des minorités et autres groupes vulnérables ;
- Renforcer et/ou mettre en place des dispositifs de couverture sociale adaptés aux besoins spécifiques de toutes les catégories de populations.

R6 : Pour maintenir le Cameroun sur une trajectoire de croissance durable, il faudra:

- Accélérer la mise en place de la décentralisation en levant tous les obstacles législatifs et réglementaires ;
- Renforcer les capacités des acteurs des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et promouvoir la culture du développement participatif au sein des CTD ;
- Appliquer les règles et principes de bonne gouvernance dans la gestion de toutes les affaires publiques ;
- Prendre en compte l'approche genre et l'équité dans toutes les stratégies de développement, et s'assurer que cette prise en compte s'étend aux programmes et projets financés et mis en œuvre ;
- Promouvoir et protéger les droits humains (y compris les droits des minorités et autres personnes vulnérables)
- Promouvoir l'approche Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) ;
- Valoriser la promotion des emplois liés à l'environnement ;
- Investir dans les infrastructures rurales et industrielles orientées vers la transformation des produits agro-pastoraux ;
- Renforcer et/ou mettre en place les infrastructures socio-économiques de base (logement, eau, électricité, etc.) en milieu rural ;
- Assurer la prise en compte systématique de la contrainte environnementale dans les politiques et programmes de développement, tant sur le plan local que national ;
- Mettre sur pied des programmes conjoints entre les ministères chargés de la santé et de l'environnement, sur les maladies liées à l'environnement ;
- Renforcer les modules d'éducation à l'environnement dans les systèmes d'éducation et de formation professionnelle ;
- Rendre plus efficace le système d'informations statistiques en dédiant une unité spéciale chargée de renseigner les indicateurs qui seront retenus pour le suivi de l'Agenda Post-2015.

R7 : mobiliser les ressources internes dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche «budget-programme», en augmentant de façon significative la part consacrée aux investissements.

Dans le but de capitaliser les acquis dans la mise en œuvre des OMD, un accent doit être mis sur l'intégration régionale afin de tirer le meilleur profit en termes d'opportunités économiques de la situation géostratégique du Cameroun dans la sous-région. A cet effet, les impératifs de paix et de sécurité doivent être constamment pris en compte dans les stratégies de développement. Le Cameroun est reconnu comme un pays stable et en paix avec ses voisins. Mais cette paix reste fragile eu égard à la poussée des besoins d'une jeunesse nombreuse², confrontée au chômage ou au sous-emploi. Les événements dans les pays voisins peuvent avoir un impact négatif sur l'économie du Cameroun et partant sur les services de développement à ses populations aux frontières. Une instabilité, même de très courte durée, peut entraîner un grand retard si ce n'est un recul socio-économique.

² En 2010, les moins de 35 ans représentaient 78,4% de la population totale du Cameroun

INTRODUCTION GENERALE

1. Contexte et justification

En septembre 2000, lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui a débouché sur la *Déclaration du Millénaire*, la communauté internationale a pris des engagements pour faire face à la situation de plus en plus préoccupante de la pauvreté dans le monde. Cette rencontre historique a en effet donné lieu à l'adoption de huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), à atteindre au plus tard en 2015, à savoir :

OMD1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim ;

OMD2 : Assurer une éducation primaire pour tous ;

OMD3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;

OMD4 : Réduire la mortalité des enfants ;

OMD5 : Améliorer la santé maternelle ;

OMD6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme, et d'autres maladies ;

OMD7 : Assurer un environnement durable ;

OMD8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

L'adoption des OMD vient renforcer les résolutions prises lors des conférences tenues sur les questions de développement au cours des années 90, notamment le Sommet de la Terre (Rio, 1992), la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD, Caire 1994), le sommet mondial sur le développement social (Copenhague, 1995), la quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes (Beijing, 1995). Le consensus de Monterrey a confirmé l'engagement des Etats à œuvrer pour une mobilisation soutenue des ressources financières pour atteindre les OMD.

De nombreux défis restent à relever pour améliorer sensiblement et durablement le sort des populations les plus défavorisées partout dans le monde. Face à cette situation, une session de l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté en septembre 2010 un plan d'action concret pour accélérer les progrès en vue d'atteindre pleinement les objectifs fixés. Elle a également demandé que le Système des Nations Unies continue d'éclairer le débat sur le développement, en particulier en menant des discussions internationales sur l'action en faveur du développement après 2015.

A cet égard, le rapport du Secrétaire Général de l'ONU intitulé «Accélérer la réalisation des OMD : options pour une croissance durable et partagée et enjeux de l'action des Nations Unies en faveur du développement au-delà de 2015», indique que «le cadre de développement de l'après-2015 sera probablement d'autant plus efficace qu'il sera le résultat d'un processus transparent, ouvert et sans exclusion auquel participeront de multiples parties prenantes». Il s'agira donc de favoriser un débat inclusif de bas en haut pour concevoir l'action envisagée.

Les OMD ayant été mis au point suivant une approche non-inclusive et descendante, il est admis que certaines insuffisances relevées dans la mise en œuvre résultent de ces erreurs initiales. Par conséquent, il se dégage aujourd'hui dans le monde un large consensus sur la nécessité de baser le nouveau cadre de développement sur un vaste processus de consultations auprès de différentes parties prenantes.

On constate par ailleurs que depuis l'adoption des OMD, de nouvelles problématiques sont apparues et se sont intensifiées, telles que le changement climatique dont les conséquences peuvent constituer de véritables menaces pour la survie même de l'espèce humaine, pendant que de nombreux conflits persistent ou naissent dans plusieurs pays et régions du monde. C'est autant de défis qui interpellent la communauté internationale.

C'est dans ce contexte que les membres du Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG) ont élaboré une proposition visant à faciliter des consultations nationales sur l'après 2015 dans une cinquantaine de pays pilotes au moins. L'objectif de ces consultations est d'encourager des discussions entre les différentes parties prenantes au niveau national, et de recueillir des opinions et des idées de toutes les couches de populations afin d'obtenir une vision globale partagée de «l'avenir que nous voulons pour tous». A l'issue de ce «Dialogue mondial», les populations des différents pays et régions du monde peuvent présenter «**l'avenir qu'elles veulent pour tous**», en réponse à la question du Secrétaire Général des Nations Unies : «**Quel avenir souhaitez-vous ?**».

Les résultats des consultations nationales et régionales, plus quelques autres réflexions à caractère plus thématique sur des sujets considérés comme fondamentaux pour le cadre Post-2015, seront synthétisés pour proposer une version unifiée et une feuille de route pour l'action en faveur du développement au-delà de 2015 appartenant à tous les acteurs. Il est espéré que la mise en œuvre de ce programme mobilisera plus d'intelligences et de ressources, et aboutira à de meilleurs résultats qu'avec les OMD.

2. Objectif du Rapport

Le présent rapport a pour objet de rendre compte des consultations nationales Post-2015 tenues au Cameroun.

3. Méthodologie de production du rapport national

a) Organisation des consultations

Les consultations nationales étaient basées sur les indications du «Guide pour le dialogue dans les pays» proposé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM), et en capitalisant les consultations précédemment organisées au Cameroun, soit pour définir les stratégies et les programmes socio-économiques, soit pour en assurer le suivi/évaluation (DSRP, Vision-2035, DSCE), ou pour mesurer le chemin parcouru vers les OMD.

Le cadre institutionnel mis en place pour la production du rapport national comprenait quatre articulations (la supervision générale, un comité technique de préparation et de suivi, une équipe de consultants, un comité de relecture et de validation).

- (i) – La Supervision générale était assurée par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) et le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Cameroun (SNU). Il convient de rappeler que c'est le MINEPAT qui au sein du Gouvernement est chargé de la planification du développement, de l'appui aux autres départements ministériels pour l'élaboration de leur stratégie, ainsi que de la coopération économique et technique internationale.
- (ii) – Un comité technique comprenant les représentants des partenaires au développement, de la société civile et de l'Administration camerounaise, a encadré tout le processus de consultation nationale et d'élaboration du rapport.
- (iii) – Une équipe de deux consultants nationaux a assuré l'organisation des consultations nationales et la rédaction du rapport :
- (iv) – Un Comité de Relecture mis en place par le MINEPAT a examiné et enrichi le rapport produit par les consultants.

Le processus a été conçu de manière à obtenir une réelle appropriation nationale du rapport. Il s'est déroulé en trois phases successives en plus de la phase préparatoire : les consultations régionales, la consultation nationale, et la production du rapport final.

Les consultations régionales se sont tenues dans les dix régions du Cameroun regroupées en trois zones de trois ou quatre régions : à Maroua pour les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord ; à Bamenda pour les régions du Littoral, de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et à Bertoua pour les régions de l'Est, du Centre et du Sud. En plus de ces trois, une consultation spéciale a été organisée à Douala pour les milieux d'affaires (secteur privé étendu aux PME et PMI, secteur informel et artisanat).

La consultation nationale a donné l'occasion de présenter les préoccupations et propositions issues des consultations régionales à des parties prenantes de niveau plus stratégique. L'objectif était de recueillir leurs observations et propositions avant la finalisation d'un rapport national contenant la substance pour définir la contribution du Cameroun au débat Post-2015. Prenaient part à cette consultation nationale, outre les administrations publiques, les agences du SNU et d'autres PTF, la société civile et le secteur privé.

b) Les données statistiques utilisées

La production du rapport national Post-2015 nécessitait de disposer de plusieurs informations sur le Cameroun, et notamment des résultats atteints par le pays sur le chemin des OMD. Les données nationales utilisées à cet effet proviennent des productions de l'Institut National de la Statistique (INS) que sont principalement les Enquêtes de Démographie et de Santé (EDS), les Enquêtes Camerounaises auprès des Ménages (ECAM), les Enquêtes par grappes à Indicateurs Multiples (MICS), les Annuaire Statistiques, complétées par des informations collectées par d'autres administrations notamment les Ministères en charge de la santé publique et de l'éducation. Ces sources ont été utilisées concomitamment pour saisir toute la problématique du développement humain.

4 – Limites et contraintes

La préparation de ce rapport s'est faite sous une forte contrainte de temps, en raison du fait que le processus de consultation Post-2015 au Cameroun a commencé avec un retard par rapport aux autres pays. La mobilisation des ressources humaines et matérielles réalisée en urgence n'a pas pu être à la hauteur des attentes, limitant ainsi les synergies qui auraient pu être dégagées d'un partenariat multi-acteurs effectif. En dépit des efforts du Système des Nations Unies au Cameroun pour assurer la plus large inclusion possible, quelques frustrations ont pu être exprimées eu égard à la contribution des uns et des autres à la méthodologie, au faible nombre et à la représentativité des acteurs retenus.

Les contraintes relatives aux consultations nationales n'ont cependant pas altéré la qualité des résultats de la collecte de l'information pour la préparation du rapport. Le rapport a par ailleurs été complété par un travail de recherche documentaire, pour tenir compte des résultats des opérations antérieures de suivi-évaluation des OMD aux niveaux national et régional.

5 – Articulation du Rapport

En plus de cette introduction, le rapport comporte quatre chapitres. Le chapitre 1 fait une présentation du Cameroun sur le chemin des OMD. Les chapitres 2 et 3 rendent compte des consultations menées respectivement au niveau régional et au niveau national. Le chapitre 4 analyse les messages clés issus de ces rencontres. Suivi d'un point consacré à la conclusion et aux recommandations en vue de la contribution du Cameroun à l'Agenda Post-2015. Le rapport se termine par quelques annexes et références bibliographiques.

CHAPITRE I

LE CAMEROUN SUR LE CHEMIN DES OMD

1. Le Cameroun en raccourci

Milieu physique

Le Cameroun est un pays d'Afrique Centrale d'une superficie de 475 650 Km², situé au fond du Golfe de Guinée, entre les 2^{ème} et 13^{ème} degrés de latitude Nord, et les 9^{ème} et 16^{ème} degrés de longitude Est. C'est le seul pays de la CEMAC à partager une frontière avec chacun des cinq autres que sont : le Tchad au Nord-Est, la Centrafrique à l'Est, le Congo, le Gabon et la Guinée Équatoriale au Sud. A l'Ouest, il partage avec le Nigeria une longue frontière de 1 200 Km qui va du lac Tchad à l'océan Atlantique. Il est ouvert sur cet océan sur une distance de 420 Km, allant du Nigeria à la partie continentale de la Guinée Equatoriale.

Le Cameroun présente une grande diversité géographique et écologique du Nord au Sud, avec quatre zones agro-écologiques : La zone soudano-sahélienne au nord, la zone de forêts humides au sud et à l'est, la zone des hauts plateaux de l'Ouest et la zone côtière. Une diversité culturelle complète ce tableau avec plus de 230 ethnies et langues réparties en cinq grands groupes : les Soudanais, les Hamites, les Sémites, les Bantous et les Pygmées. On dit du Cameroun qu'il est «l'Afrique en miniature », parce que la diversité physique, climatique et humaine de ses régions naturelles reflète les principaux types rencontrés ailleurs sur le continent.

Démographie

Selon les résultats du 3^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), le Cameroun avait en janvier 2010 une population de 19 401 600 habitants, avec un taux d'accroissement annuel de 2,6%. Il s'agit d'une population jeune en grande partie (55% de moins de 20 ans), de plus en plus urbanisée (la population urbaine est passée de 48% en 2005 à 52% en 2010). Les deux villes principales, Yaoundé (capitale politique du pays et chef-lieu de la région du Centre) et Douala (capitale économique et chef-lieu de la région du Littoral) regroupent plus de 21% de la population totale et 44% de la population urbaine.

Organisation administrative, institutionnelle et judiciaire

La République du Cameroun est un Etat unitaire et décentralisé. Le Territoire national est découpé en 10 régions, 58 départements et 360 arrondissements placés respectivement sous l'autorité des gouverneurs, préfets et sous-préfets. La décentralisation consacrée dans la Constitution adoptée en 1996, donne plus de responsabilités aux collectivités territoriales décentralisées (CTD), et plus d'opportunités d'implication des populations bénéficiaires dans la conception, le financement, la programmation et la mise en œuvre des programmes et projets de développement au niveau local.

Le Pouvoir Législatif est exercé par le Parlement qui comprend l'Assemblée Nationale et le Sénat. Le Pouvoir Judiciaire quant à lui relève d'un ensemble de juridictions coiffées par la Cour Suprême.

Vie politique, médiatique et associative

Dans la Sous-Région Afrique centrale, le Cameroun jouit d'un climat de paix et de stabilité politiques. Le paysage politico-médiatique et associatif est marqué depuis 1990 par la liberté d'association et

le multipartisme intégral³, avec aujourd'hui au moins 282 partis politiques légalisés et de nombreux media privés (chaînes de radio et de télévision, organes de presse écrite).

2. Repères économiques et développement humain

La situation économique et du développement humain au Cameroun présente quelques moments forts, indiquant un passage d'une prospérité après l'indépendance à des difficultés structurelles quelques années plus tard, couronnées par une profonde crise économique au milieu des années 80, d'où le pays a fait des efforts de sortir par des ajustements successifs, avant de se fixer de nouvelles perspectives de développement à l'horizon 2035.

Sortie de crise économique, ajustements successifs et DSRP

Dans le contexte des «décennies du développement» des Nations Unies, le Cameroun, peu après son indépendance en 1960, s'appuie sur des plans quinquennaux de développement. Le pays connaît alors une relative prospérité, renforcée par l'exploitation pétrolière à partir de la fin des années 70, avant de sombrer dans une crise au milieu des années 80. Les programmes d'ajustement structurel auxquels il s'est trouvé contraint pour tenter de sortir durablement de cette grave crise économique (1986-1994) ne donnent pas satisfaction. Le Cameroun a alors eu recours à l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) à laquelle il est éligible en 1999. Le Point de Décision de cette initiative est franchi en 2000 et un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) est élaboré et adoptée en 2003. Le point d'achèvement atteint en 2006 ouvre des perspectives de développement nouvelles pour le Cameroun. Plus globalement, les conditions d'une plus d'une plus grande mobilisation de ressources internes et externes sont créées et permettent au pays de se réapproprié son développement.

D'importantes ressources ont effectivement été mobilisées, mais divers rapports d'analyse sur les progrès vers les OMD et le développement humain, ont montré que les résultats de la mise en œuvre des stratégies et programmes retenus n'ont pas été à la hauteur des espoirs suscités et des ressources mobilisées (MINEPAT 2008 ; PNUD 2004, 2009). On pourrait en déduire que les stratégies et programmes adoptés se sont avérés inadaptés à la résolution des problèmes identifiés. La crise financière des années 2007 et 2008 s'est transformée en crise économique mondiale et marquée au Cameroun par les émeutes de la faim en février 2008. Ceci a confirmé la fragilité des acquis et montré que la stabilité même du pays peut se trouver menacée si d'autres voies et moyens ne sont pas trouvés pour améliorer durablement les conditions de vie des populations, montrant l'ampleur des défis que le Cameroun doit encore relever.

Nouvelles perspectives de développement et Vision-2035

Face à tous ces défis, le Gouvernement a engagé une réflexion globale et participative, qui a abouti à l'adoption en 2009 d'une Vision de développement à l'horizon 2035 : *faire du Cameroun un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité*. Cette vision se décline en quatre objectifs généraux à savoir : (i) réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable ; (ii) devenir un pays à revenu intermédiaire ; (iii) atteindre le stade de Nouveau Pays Industrialisé ; (iv) renforcer l'unité nationale et consolider le processus démocratique en promouvant les idéaux de paix, de liberté, de justice, de progrès social et de solidarité nationale.

³ Loi n°90/053 du 19 décembre 1990 sur la liberté d'association au Cameroun modifiée et complétée par la loi n°99/011 du 20 juillet 1999 et la Loi n°99/014 du 22 décembre 1999 régissant les organisations non gouvernementales

Pour baliser la première étape vers la réalisation des objectifs de cette vision, un Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) a été adopté en 2009 pour la période 2010-2020. Les objectifs fixés dans le DSCE sont de: (i) porter la croissance à 5,5% en moyenne annuelle dans la période 2010-2020 ; (ii) ramener le sous-emploi de 75,8% à moins de 50% en 2020 avec la création de dizaines de milliers d'emplois formels par an et (iii) ramener le taux de pauvreté monétaire de 39,9% en 2007 à 28,7% en 2020. Pour atteindre ces objectifs, le Cameroun a engagé la réalisation de grands travaux d'infrastructures énergétiques, portuaires et routières, afin de permettre une meilleure exploitation des importantes ressources naturelles dont il dispose (agricoles, minières, hydriques, touristiques). Après avoir relevé «que malgré les ressources financières massives injectées dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'énergie, l'accès aux services sociaux de base reste encore très limité et que les conditions de vie se sont même dégradées pour une bonne frange de la population⁴». La Stratégie de Croissance et l'Emploi préconise l'utilisation des fruits de la croissance pour renforcer le développement humain dans toutes ses composantes. Il sert désormais de cadre de référence qui doit inspirer les politiques et stratégies sectorielles et régionales, d'où découleront les programmes et projets de développement à mettre en œuvre.

La stratégie pour la croissance et l'emploi s'appuie sur cinq piliers qui actuellement représentent les principales lignes de la stratégie nationale de développement au Cameroun : le développement des infrastructures, la modernisation de l'appareil de production, le développement humain, l'intégration régionale et la diversification des échanges commerciaux ainsi que le financement de l'économie.

Croissance économique et développement humain

Nonobstant les nouvelles perspectives et la vision pour faire face aux insuffisances du passé, en particulier celles du DSRP et la résolution formelle exprimée dans le DSCE d'évoluer progressivement vers les OMD pour les atteindre à l'horizon 2020, le Cameroun, ces dernières années, a enregistré des performances économiques mitigées. La croissance économique en 2009 et 2010 était de 2,1% et 2,4% respectivement contre 3,7% en 2008. Elle se situe à 4,1% en 2011 et 4,4% en 2012, alors que les prévisions pour la période 2013-2015 sont de 6,1%. Le risque de contre-performance sur le chemin du développement, avec pour conséquence de ne pas atteindre les OMD reste donc important au Cameroun, dans un contexte caractérisé par une extrême pauvreté persistante et une croissance économique insuffisante, comparativement au niveau de 6,7% souhaitable pour la période 2000-2010 en Afrique Centrale, pour atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté (OMD1) (CEA, 2012).

La réalisation des objectifs fixés par la stratégie s'impose donc aujourd'hui comme une nécessité que le Cameroun devrait désormais intégrer dans son approche de développement en assurant une meilleure inclusion. La mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté n'a probablement pas permis d'atteindre les objectifs de croissance en raison d'un mode d'inclusion des populations inadéquat. Celles-ci ont estimé, lors des évaluations successives du DSRP, que leurs préoccupations n'étaient pas suffisamment prises en compte à la suite des consultations participatives organisées par le MINEPAT. Le défi d'un développement durable inclusif, au regard de l'Indice de Développement Humain qui se situe à 0.510 en 2010, reste entier pour le Cameroun (RNDH, 2012).

Résultats sur le chemin des OMD et enjeux de l'après 2015

En ce qui concerne spécifiquement les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), après leur adoption par la communauté internationale en l'an 2000, ils ont été retenus par le Gouvernement camerounais comme cadre de référence des politiques et stratégies de développement économique

⁴ Entre 2001 et 2007, l'incidence de la pauvreté a considérablement augmenté en milieu rural (+3%) et dans quatre régions sur dix (Adamaoua, + 4,5% ; Nord, +13,6% ; Extrême-Nord, +9,6% ; Est, +6,4%)

et social, au plan macroéconomique et sectoriel. Les politiques définies pour atteindre les objectifs visés ont été déclinées dans différents documents de stratégies.

Pour évaluer les vingt (20) cibles, soixante (60) indicateurs ont été retenus. Et pour mieux appréhender les différents phénomènes dans le contexte national, certaines cibles ont été contextualisées et d'autres indicateurs retenus comme proxy.

Les tendances des indicateurs attestent que d'importants progrès ont été réalisés dans les différents secteurs et domaines, dans le but d'améliorer les conditions et le cadre de vie des populations. Mais, de manière générale, les tendances observées montrent qu'il est improbable que le Cameroun atteigne les cibles visées en 2015 pour les autres OMD (Tableau 1), ce d'autant plus que les disparités sont encore grandes entre les régions, ainsi qu'entre les milieux urbain et rural (Carte 1).

OMD 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim

Les principaux indicateurs de pauvreté sont restés stables en milieu urbain et ont connu un repli en milieu rural entre 2001 et 2007. Cela implique une nette augmentation du nombre de personnes du fait de la croissance démographique. Cependant, la profondeur de la pauvreté, au cours de cette période a diminué traduisant ainsi une légère augmentation des revenus des pauvres. Cette augmentation peut bien être expliquée par la baisse du taux de chômage au cours de la même période. On note aussi que l'analyse des élasticités-revenus de la pauvreté à partir des données de 2007 montre que toute augmentation du niveau général des revenus de 1% entraînerait une diminution de 1,5 % l'incidence et de 2,2 % la profondeur de la pauvreté.

Bien que le taux de chômage des jeunes de 15-24 ans aient considérablement baissé allant de 14,4% à 4,5%, le sous-emploi de ceux-ci est resté prononcé. Sur 10 jeunes, 7 sont sous-employés. L'emploi est en nette progression, la préoccupation majeure reste le sous-emploi qui se trouve très au-dessus de 50% et l'insertion des jeunes de 15-24 ans dans les circuits économiques est un début de solution. Les récents recrutements dans la fonction publique, bien qu'ayant permis de résoudre le problème du chômage pour des milliers de jeunes camerounais, n'ont pas permis d'atténuer les pressions exercées sur le marché de l'emploi.

Le taux de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans connaît plutôt une augmentation s'éloignant ainsi de la cible à atteindre en 2015. En effet, l'insécurité alimentaire persiste, notamment dans les régions septentrionales où les conditions climatiques sont peu favorables à l'agriculture vivrière, exposant les populations les plus vulnérables à la malnutrition. C'est ainsi que le taux de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans connaît plutôt une augmentation, s'éloignant ainsi de la cible à atteindre en 2015.

OMD 2 : Assurer une éducation primaire pour tous

Les efforts du Cameroun depuis quelques années continuent de porter les fruits. La proportion d'enfants en âge scolaire dans le primaire et qui sont scolarisés a augmenté de manière sensible. Le taux net global de scolarisation au primaire qui gagne un peu plus de 7 points entre 2007 et 2010, passant de 70,4% à 77,6%. En outre, le taux d'achèvement dans le primaire est allé croissant, valant 57,9% sur l'année scolaire 2003/2004 et 73,0% lors de l'année scolaire 2009/2010. L'alphabétisation des jeunes âgés 15 à 24 ans quant à elle connaît une stabilité avec un taux 83%.

OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Les disparités entre les sexes se sont sensiblement réduites en ce qui concerne la scolarisation dans le primaire et le secondaire. L'égalité en matière d'alphabétisation est presque atteinte dans l'ensemble. En ce qui concerne l'accès aux emplois stables, la situation des femmes par rapport aux hommes s'est légèrement améliorée dans l'ensemble.

Le pourcentage des femmes actives occupées dans le secteur non agricole reste faible et se situe 27,3 en 2009 bien qu'il ait connu une légère amélioration de 3 points en deux ans. Bien que la participation des femmes dans les instances de prise de décision administrative et politique reste insuffisante par rapport au potentiel et au poids démographique de la gent féminine, leur représentativité connaît une amélioration. Le leadership des femmes au niveau des entreprises reste faible.

OMD 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans

Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans qui est resté constant sur la période 1991-2004 et avoisine 144 pour 1000 naissances vivantes a connu une baisse sur la période 2004-2011 en situant à 122. Résultat des multiples campagnes de vaccination des enfants qui ont permis d'atteindre 79% de la proportion d'enfants de 12 à 23 mois vaccinés contre la rougeole en 2006 ; la lutte contre le paludisme et la malnutrition.

OMD 5 : Améliorer la santé maternelle

La situation de la santé maternelle s'est dégradée. Le niveau élevé de mortalité maternelle est attribué à la faible fréquentation des formations sanitaires par les femmes au cours de la grossesse, lors de l'accouchement ou après, à l'assistance insuffisante par le personnel sanitaire qualifié et à la qualité du plateau technique. En plus de l'émergence de nombreuses maladies et de l'état de pauvreté des populations, l'insuffisance du personnel de santé qualifié reste assez préoccupante.

OMD 6 : Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres grandes maladies

La lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme a porté des résultats positifs, dans l'ensemble, la séroprévalence a sensiblement diminué. Il en est de même du nombre de décès dus au paludisme. Le paludisme continue d'être la principale cause de morbidité et de mortalité, surtout chez les enfants de moins de 5 ans. Au cours des deux dernières années, il a été noté qu'un enfant sur deux décédés l'a été de suite de paludisme. Concernant la tuberculose, sa prévalence stagne autour de 130 cas pour 100.000 personnes.

OMD 7 : Assurer un environnement durable

La part des aires protégées par rapport au territoire national a quasiment doublé entre 2000 et 2010. L'accès à l'eau potable, bien que constituant encore une préoccupation majeure connaît une amélioration passant de 40,6% en 2001 à 59,8% en 2010. Par ailleurs, plus de la moitié de la population vit dans les logements modernes. Les conditions d'hygiène et d'assainissement demeurent préoccupantes car l'accès à une toilette descente, reste le fait du tiers de la population.

Le recensement général des entreprises de 2009 a révélé que seulement 15% en moyenne d'entreprises ont aménagé un dispositif de protection de l'environnement. C'est surtout dans le secteur agricole et dans l'industrie extractive que ces dispositifs sont plus fréquents.

OMD 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Dans le souci de faciliter une meilleure insertion dans l'économie globale, le Cameroun s'est engagé, à travers plusieurs programmes de gouvernance, de lutter contre la corruption et l'assainissement des mœurs, à améliorer le climat des affaires de manière à faciliter une meilleure insertion des entreprises nationales dans les marchés mondiaux.

L'intégration régionale reste le pilier du Cameroun pour réussir son insertion dans l'économie mondiale. D'un autre côté, l'atteinte du point d'achèvement en 2006 a permis de réduire considérablement la dette extérieure. Le défi aujourd'hui est de maintenir cette dette à un niveau soutenable. La téléphonie mobile devient de plus en plus accessible au Cameroun consacrant de plus en plus l'ouverture à l'économie mondiale. L'utilisation des TIC semble se généraliser, tant au niveau des ménages que des entreprises, même si le taux de pénétration se situe encore à moins de 50%.

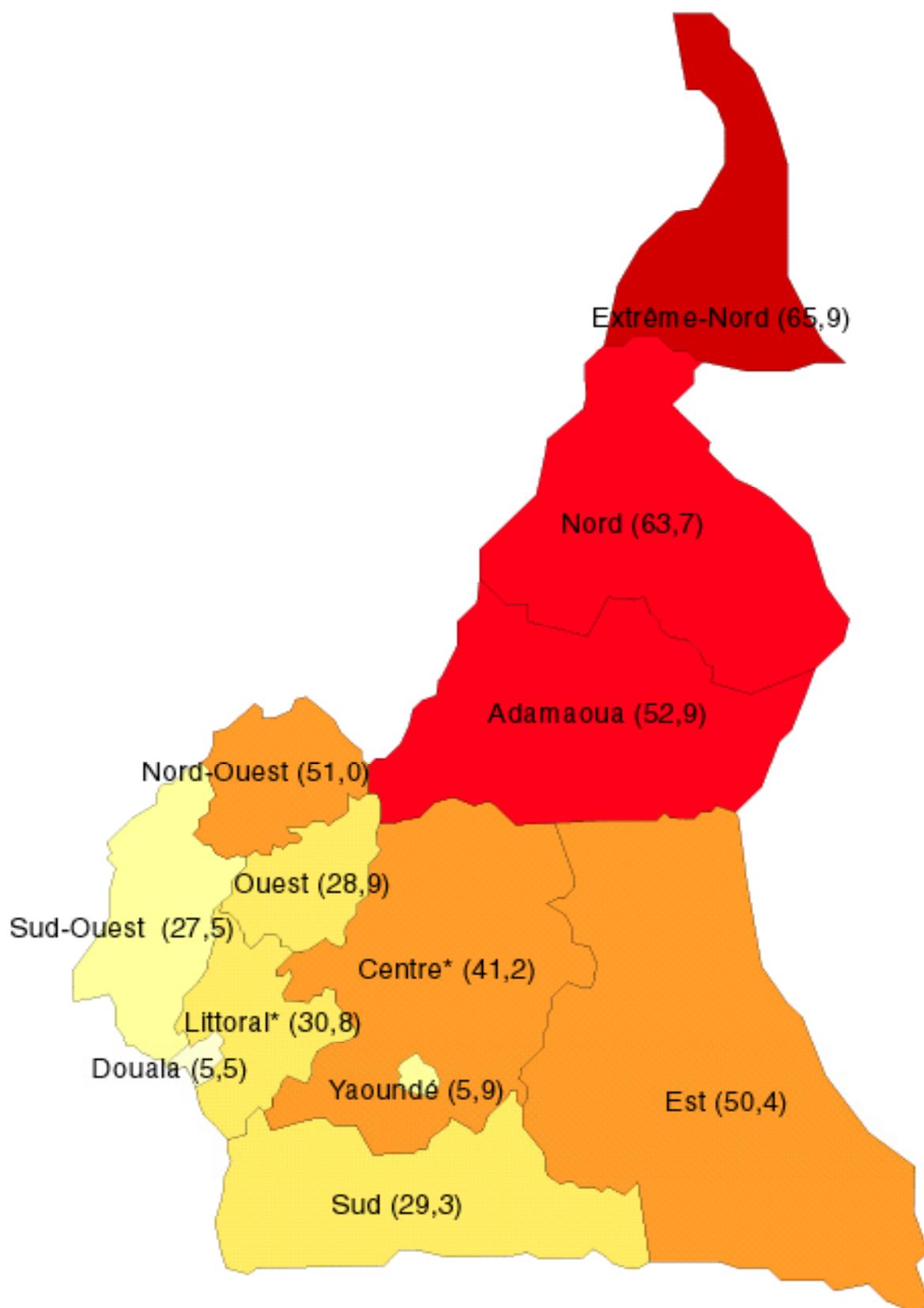
Tableau 1 : Récapitulatifs des résultats du Cameroun sur le chemin des OMD

OMD	Indicateurs	2001	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Cibles/ 2015	
OMD1	Incidence de la pauvreté monétaire (%)	40,20				39,90							25,20	
	Indice d'écart (profondeur) de la pauvreté (%)	12,8				12,5								
	Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale	6,0				6,4								
	Taux d'emploi (Ratio emploi/population) des 15-64 ans (%)	66,2		75,1		80,2								
	Taux de chômage des jeunes âgés de 15-24 ans (%)	14,40		7,6		4,50			6,40					
	Taux de chômeurs chez les garçons âgés de 15 à 24 ans (%)	16,4		7,3		4,1								
	Taux de chômeurs chez les filles âgées de 15 à 24 ans (%)	12,5		7,9		4,9								
	Taux de sous-emploi des jeunes âgés de 15-24 ans			88,7		83,70				84,80				
	Proportion de la population occupée disposant de moins de 1,25 \$ par jour	37,9					38,3							
	Proportion de travailleurs pour son propre compte et de travailleurs familiaux dans la population occupée, 15-64 ans	77,1		74,1			78,3			70,0				
	Insuffisance pondérale modérée des moins de 5 ans (%)		18								14,60			8

OMD	Indicateurs	2001	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Cibles/ 2015
OMD2	Taux net global de scolarisation dans l'enseignement primaire (6-11 ans) (%)	76,80				77,20			82,60				100
	Proportion d'écouliers achevant un cycle complet d'études primaires		57,90			64,30	72,60		73				100
	Taux d'alphabétisation des jeunes âgés 15-24 ans, hommes et femmes	82,30				83,10				80			100
OMD3	Indice de parité Filles/Garçons dans l'enseignement primaire	0,94				0,94			0,99				1
	Indice de parité Filles/Garçons dans les enseignements secondaires	0,82				0,93			0,93				1
	Proportion de femmes de 15-64 ans employées dans le secteur salarié non agricole (%)	24,3				24,5			27,6				
	Représentation des femmes à l'Assemblée Nationale		10,6			13,90					13,90		50
	Représentation des femmes au Sénat											20	50
OMD4	Taux de mortalité des moins de 5 ans (‰)		144							122			75,8
	Proportion d'enfants de 12-23 mois à qui l'on a administré au moins une dose de vaccin contre la rougeole		64,8					73,9		70,6			
	Taux de mortalité infantile	79,8	74,0							62,0			
OMD5	Taux de mortalité Maternelle (pour 100.000 nouvelles naissances)		669							782			350
	Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié		61,8							63,6			100

OMD	Indicateurs	2001	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Cibles/ 2015
OMD6	Taux de prévalence du VIH chez les personnes âgées des 15-49 ans		5,5				5,1			4,3			=<5
	Taux de séropositivité des femmes enceintes				8,7		6,5	6,4					
	Pourcentage de PVVS éligibles sous ARV				37,1		39,1	46,5					
	Pourcentage de femmes séropositives éligibles sous ARV				37,9		45,5	52,5					
	Part de décès dû au paludisme						42,5	28,9					
	Part de décès dû au paludisme parmi les enfants de moins de 5ans						54,0	50,1					
	Taux de prévalence du Paludisme chez les enfants de moins de 5 ans)		23,70								30		
	Proportion d'enfants de moins de cinq ans dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide		0,9								21,1		
OMD7	Proportion des aires terrestre protégées	13,0					18,80						
	Proportion de la population utilisant les combustibles solides	82,4				82,9			79,1				
	Taux d'accès à une eau potable de boisson	49,7				47,0			59,8				75
	Proportion de la population ayant accès à une toilette décente	44,7				31,7			52,4				
	Proportion de la population habitant des logements en matériaux définitifs	22,7				25,5			38,3				
OMD8	Proportion des ménages ayant un téléphone mobile (%)				40		64,9						
	Nombre de téléphones portables pour 100 habitants					17,1							
	Nombre de connexions Internet pour 100 habitants					0,6							
	Proportion des ménages ayant une connexion internet (%)		1,6		4,0			5,2					

Sources : INS, Rapport progrès 1012 des OMD



Carte 1 : Incidence de la pauvreté par régions en 2007. (*= sans les villes de Yaoundé et Douala)

Source : ECAM 3

Les résultats sont globalement mitigés et loin d'être satisfaisants. Deux groupes importants d'ODM se distinguent : ceux pour lesquels une évolution positive a été observée et les autres qui sont complètement hors cible. Dans le premier groupe, on peut noter l'éducation de base ou l'égalité des sexes et la promotion de la femme ainsi que la lutte contre le VIH SIDA et les autres maladies. Tous les autres ODM sont dans le deuxième groupe. Cependant, même pour le premier groupe d'ODM, il reste des défis importants à relever, notamment en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, par exemple, aux plans socio-économique et politique. Les femmes travaillent majoritairement dans le secteur informel. En ce qui concerne le VIH/SIDA, la baisse du taux de prévalence cache quelques difficultés et défis relatifs à la prise en charge, étant donné qu'en 2012 seuls 50% des personnes éligibles ont effectivement reçu des ARV.

Au regard de toutes les mesures prises par le Gouvernement pendant les deux dernières décennies pour faire face aux insuffisances constatées dans l'ensemble du processus de développement national, y compris les orientations spécifiques sur la réalisation des ODM, le Cameroun se trouve face à un véritable défi sur les plans quantitatif et qualitatif de la mobilisations des ressources pour le développement d'une part et de l'adaptabilité des approches de développement aux besoins et attentes réelles des populations d'autre part. Les ajustements successifs de stratégies de développement qui se traduisent actuellement dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), indiquent l'ampleur du défi. Ils montrent surtout la nécessité de recourir à une approche plus inclusive du développement, ainsi que le confirme le dernier Rapport National sur le Développement Humain au Cameroun⁵.

Une telle approche de développement passe nécessairement par une consultation plus soutenue et une inclusion plus effective des populations, à tous les niveaux de conception et de la mise en œuvre du développement, en tenant compte de toutes les couches sociales y compris la société civile, les groupes les plus vulnérables et ceux qui jusque-là ont été relativement marginalisés. Cela suppose un réel renforcement de la gouvernance dans une approche plus décentralisée, avec la promotion de l'inclusion effective des masses au stade de la planification, en s'assurant d'une véritable appropriation au niveau local. Le dialogue mondial sur l'Agenda Post-2015 est donc apparu comme une opportunité pour le Cameroun. Les résultats des consultations nationales et sous-nationales y relatives devraient servir d'éléments critiques pour la prochaine génération de programmes de développement et alimenter une meilleure mise en œuvre du DSCE, de sorte que la croissance inclusive, résiliente et transformative espérée soit atteinte.

Ces consultations étaient l'occasion d'une réflexion collective, avec pour objectif de définir à la suite des ODM des perspectives de développement plus adaptées, sur les cinq principales lignes de la stratégie nationale actuelle de développement, notamment : le développement des infrastructures, la modernisation de l'appareil de production, le développement humain, l'intégration régionale et la diversification des échanges commerciaux ainsi que le financement de l'économie.

⁵ RNDH-2012

CHAPITRE 2

CONSULTATIONS SOUS-NATIONALES SUR L'APRES 2015

1. Concept et approche méthodologique des consultations régionales

Les consultations régionales se sont déroulées suivant un canevas méthodologique préparé par un groupe de travail composé de quatre réseaux d'organisations de la société civile, impliqués de bout en bout à la préparation et à la conduite du processus. C'est ce groupe qui a identifié les organisations et personnes de la société civile invitées comme parties prenantes, en fonction des activités menées sur le terrain par les unes et les autres. Les quatre réseaux ont en plus, désigné en leur sein des personnes-ressources pour assurer les missions de facilitateurs lors des consultations.

Pour ces consultations régionales, les dix régions du Cameroun ont été regroupées en trois zones de consultations (tableau 2), en fonction de la proximité géographique et de la spécificité des problèmes de développement. Dans chaque zone, des organisations de la société civile engagées sur le terrain et représentant les diverses catégories de populations ont pris part aux consultations, aux côtés des membres des services publics déconcentrés et du secteur privé.

Toutes ces catégories de populations ont eu par le passé l'occasion d'exprimer leurs préoccupations et de faire des propositions sur les questions de développement les concernant. Les consultations Post-2015 ont été une occasion supplémentaire de demander leur appréciation sur les résultats des programmes et projets mis en œuvre, et d'impliquer ceux qui n'auraient pas encore eu l'occasion de s'exprimer. C'est ainsi que plusieurs personnes ne faisant pas partie de groupes organisés mais porteuses de préoccupations spécifiques ont été également invitées à prendre la parole lors des travaux.

Tableau 2 : Regroupement des dix régions en zones de consultations régionales

N°	Regroupement des régions	Lieu des consultations	Périodes
1	Adamaoua, Extrême-Nord et Nord	Maroua (Extrême-Nord)	10-11 avril 2013
2	Littoral, Nord-Ouest, Ouest et Sud-ouest	Bamenda (Nord-Ouest)	16-17 avril 2013
3	Douala (Milieux d'Affaires, Artisanat)	Douala	19 avril 2013
4	Centre, Est et Sud	Bertoua (Est)	3-4 mai 2013

Le format des consultations régionales prévoyait deux jours d'échanges, avec des séances plénières et des travaux de groupes. A la fin de la première journée, les participants devaient être parvenus à un consensus sur trois principales préoccupations en matière de développement humain, sur la base desquelles des actions allaient être proposées au cours de la deuxième journée.

Après la cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée le premier jour, les consultants se sont consacrés à la présentation des objectifs des consultations, ainsi qu'à leur contexte au triple plan international, national et sous-régional. Les participants étaient ensuite répartis en six groupes thématiques, en évitant de mettre dans un groupe uniquement des personnes qui œuvrent dans le domaine concerné, pour ne pas les limiter à dresser des listes de problèmes spécifiques ou récriminatoires sans propositions de solutions cohérentes dans l'ensemble.

- Groupe 1 : Enfants et acteurs travaillant pour la protection des enfants ;
- Groupe 2 : Jeunes, Sans emploi, Sans abri ;
- Groupe 3 : Femmes et égalité de genre ;
- Groupe 4 : Personnes vivant avec un handicap et Personnes âgées ;
- Groupe 5 : Minorités, Populations déplacées, Autochtones ;
- Groupe 6 : Personnes vivant avec le VIH, la tuberculose, ou la malaria.

Cette constitution des groupes thématiques était guidée par le souci de permettre à toutes les catégories d'acteurs de pouvoir intervenir pour assurer une identification des préoccupations de développement dans un schéma effectivement inclusif.

En introduction des débats lors de toutes les assises, les onze thèmes ci-dessous, discutées au niveau international, ont été présentées aux participants pour leur information, sachant que leurs discussions seraient focalisées essentiellement sur leurs préoccupations particulières, au regard de leurs différentes expériences, avant d'être connectées à la réflexion mondiale :

- 1) Education ;
- 2) Santé ;
- 3) Gouvernance ;
- 4) Croissance et emploi ;
- 5) Durabilité environnementale ;
- 6) Faim, Sécurité alimentaire et nutrition ;
- 7) Energie ;
- 8) Eau ;
- 9) Inégalités ;
- 10) Conflits et fragilité ;
- 11) Population ;

Le premier jour, chaque groupe était invité à :

- Lister les thèmes de discussions qui le concernent ;
- Décrire et analyser les problèmes des populations relativement aux thèmes ainsi retenus ;
- Ressortir trois préoccupations prioritaires pour la suite des échanges.

Pour parvenir aux trois priorités à retenir dans la zone de consultation, chaque groupe devait ré-analyser les dix-huit priorités ressorties en premier lieu (3 pour chacun des 6 groupes), et n'en retenir que trois. L'exercice était ainsi poursuivi de manière itérative jusqu'à parvenir à trois priorités pour la zone, englobant toutes les autres préoccupations, par alignement derrière les priorités. Ainsi, pour aider les participants à prioriser les problèmes de développement, les consultants et les facilitateurs leur ont conseillé d'affiner leurs analyses en recherchant les liens de causalité entre les différentes préoccupations exprimées, pour ne retenir en priorité que celles qui ont le plus fort impact sur les autres.

Le deuxième jour, chaque groupe était invité à :

- définir ses attentes (c'est-à-dire le futur qu'il souhaite) relativement aux trois priorités finalement retenues à l'issue de la première journée ;
- proposer des actions pour atteindre les objectifs ainsi fixés ;
- identifier les acteurs et les ressources pour la conduite de ces actions, en insistant sur les rôles que les OSC et les populations bénéficiaires entendent y jouer pour assurer leur inclusion dans les stratégies et programmes de développement.

A l'issue des consultations dans chaque zone, un draft de rapport était soumis en «feed back» au Gouverneur de la région qui a abrité les assises et aux participants aux travaux, pour recueillir leurs dernières observations avant la suite du processus.

2. Participation aux consultations régionales

Les consultations dans les quatre points régionaux ont mobilisé environ 300 participants recrutés au sein des organisations de la société civile, de l'administration et des groupes marginalisés. Dans le processus de sélection de ces participants, les quatre réseaux d'OSC⁶ commis pour ces consultations ont veillé à ce que toutes les catégories de populations soient représentées à tous les niveaux du processus.. Au moins 30% des participants étaient des femmes et 40% des jeunes. Les minorités et les personnes vivant avec un handicap ou âgées étaient représentées au moins à 20%.

Tableau 3 : Catégories de populations représentées aux consultations sous-nationales

N°	Catégories
1	Acteurs du Secteur Informel
2	Administration
3	Agriculteurs
4	Artisans
5	Groupes minoritaires (Bororos, Pygmées BAKA....)
6	Défenseurs des Droits Humains
7	Eleveurs
8	Enseignants
9	Représentants des Media
10	Organisations de femmes
11	Organisations travaillant pour la promotion de la bonne gouvernance
12	Organisations travaillant pour la promotion de la santé
13	Organisations travaillant pour la promotion des activités génératrices de revenus
14	Organisations travaillant pour la protection de l'environnement
15	Organisations travaillant pour la protection des personnes âgées
16	Personnes handicapées
17	PME
18	PMI
19	Représentants d'organisations des Jeunes
20	Syndicat
21	Système des Nations Unies et autres PTF

⁶ AfricaDevelopmentInterchange Network (ADIN) ; CameroonYouth and Students Forum for Peace (CAMYOSFOP) ;Plaforme Nationale des Organisations de la Société Civile du Cameroun (PLANOSCAM) ; Positive Generation.

Quelques images des consultations dans les régions



Image 1 : Participants à la consultation à Maroua



Image 2 : Participants à la consultation à Bamenda



Image 3 : Participants à la consultation à Douala



Image 4 : Participants à la consultation à Bertoua

3. Résultats des consultations régionales: le message des populations

➤ Synthèse des résultats et message à retenir

Dans l'ensemble, les participants ont analysé les services de développement suivant dix huit problématiques, pour lesquelles plusieurs difficultés et manifestations ont été relevées.

Tableau 4 : Analyse de la situation par les participants aux consultations régionales

N°	Domaines/Thématiques	Manifestations/ problèmes identifiés
1	Education/Formation	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès physique aux établissements scolaires - Ecoles à cycle incomplet dans certains villages - Insuffisances qualitative et quantitative du personnel éducatif - Priorité accordée aux travaux agro-pastoraux et autres occupations familiales par rapport à l'école, notamment au détriment des filles - Insuffisance des ressources des parents pour envoyer les enfants à l'école - Sous scolarisation des enfants des minorités - Manque de cadres adéquats pour l'éducation/formation des personnes vivant avec un handicap - Programmes scolaires de mauvaise qualité, choisis par complaisance au profit des auteurs des manuels prescrits - Ineffectivité de la gratuité de l'école primaire

2	Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès physique aux structures de santé - Sous-équipement des structures de santé - Insuffisances qualitative et quantitative des personnels de santé - Mauvais accueil des malades dans les structures de santé - Prolifération des médicaments de la rue - Réticences des populations et notamment des femmes, à se rendre aux centres de santé - Coûts des soins de santé hors de portée de la grande majorité des populations - Accès difficile des minorités et populations déplacées aux soins de santé - Accouchements à domiciles ou dans les sarés - surmortalité des enfants - Epidémies à répétition - Non valorisation des savoir-faire traditionnels en matière de pédiatrie et d'accouchement - Résistance des populations aux programmes de vaccination et au dépistage du VIH
3	Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Chômage des jeunes - Inadéquation Formation/Emploi - Manque d'informations sur les opportunités d'emploi - Difficultés des jeunes d'accéder au financement de leurs projets de création d'activités génératrices de revenus - Difficultés d'avoir une activité génératrice de revenus, notamment pour les femmes et les personnes vivant avec un handicap - Très peu de personnes handicapées dans les services publics - Bas niveau d'instruction des populations, préjudiciable à la compréhension des enjeux de développement
4	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'une politique cohérente de développement durable - Non traduction dans les lois, des conventions signées par le Cameroun sur l'environnement - Dégradation accélérée de l'environnement, notamment par les activités agro-pastorales et la recherche de bois de cuisson - Dépendance des populations rurales de la forêt pour les besoins énergétiques (chauffage), faute de moyens modernes (électricité, gaz)
5	Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise utilisation des ressources financières, humaines et logistiques allouées à la fourniture des services publics ou à la réalisation des projets de développement
6	Sécurité alimentaire et nutrition	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès aux denrées alimentaires de qualité
7	Energie	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'énergie électrique ou autres
8	Maîtrise de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'eau pour les activités agro-pastorales - Inondations des champs et villages à certaines périodes
9	Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de voies de communications et mauvais entretien de celles qui existent, rendant très difficile l'accès à certaines localités - Insuffisances des pistes de collecte des produits agricoles entraînant des pertes en champs et des difficultés de commercialisation des produits agricoles - Déficit d'énergie pour l'industrie naissante et le développement des PME/PMI de transformation des produits agricoles
10	Accès aux ressources	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès aux ressources productives (terre, eau, pâturage), notamment pour les femmes et les minorités Bororos
11	Entreprenariat des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Inaptitude de beaucoup de jeunes à entreprendre une activité génératrice de revenus
12	Accès aux financements	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'obtenir des financements pour investir dans les PME/PMI et pour sortir les femmes et les jeunes entrepreneurs de l'informel et leur permettre de s'établir dans des activités formelles
13	Conseil et orientation des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Les jeunes ne sont pas suffisamment conseillés et orientés vers des formations qualifiantes et/ou la création d'activités génératrices de revenus - Les jeunes qui malgré tout ont une formation qualifiante ont des opportunités d'emploi décent limitées.

14	Egalité de genre	- Nombreuses pratiques culturelles néfastes pour les femmes - Risques de créer des inégalités avec le système de gouvernance des ressources publiques, notamment en ce qui concerne les orientations du budget-programme de l'Etat et des investissements publics.
15	Respect des droits civiques et politiques	- Droits de nombreuses catégories de populations non respectés (femmes, enfants, personnes vivant avec un handicap, personnes vivant avec le VIH, minorités, etc.)
16	Production et industrialisation	- Difficultés d'accès à des espaces exploitables par les entreprises - Difficultés d'acquisition des outils de production par les entreprises - Insuffisance d'énergie électrique - Insuffisance d'infrastructures de transport - Insuffisance des contrôles-qualité des produits consommés - Insuffisance d'expertise technique des entreprises
17	Gouvernance et climat (ou environnement) des affaires	- Difficultés d'accès à l'information utile pour les entreprises - Difficultés d'accès au financement des investissements des entreprises - Soutien insuffisant de la production locale face aux importations - Sur-taxation - Trop bas niveau du salaire minimum garanti - Manque de transparence dans les mécanismes de passation des marchés publics - Lourdeurs administratives favorisant la corruption dans le traitement des dossiers des entreprises par les personnels de l'Etat
18	Partenariat économique	- Insuffisance d'informations des acteurs économiques camerounais sur les accords de partenariat économique avec l'Union Européenne (APE) - Inégalités entre le système économique camerounais et ceux des pays développés - Fragilisation de l'économie nationale du fait des plans de restructuration - Difficultés de recouvrement des créances sur l'Etat - Insuffisance des instances de dialogue entre le secteur privé et le gouvernement

A l'issue de ces analyses, quatre priorités ont été retenues pour les dix régions : la santé, l'éducation, l'emploi et la protection de l'environnement. Le monde des affaires a insisté sur l'éducation et la formation technique et professionnelle, une législation financière et un cadre légal plus incitatifs pour les affaires, ainsi que sur les infrastructures de facilitation des activités économiques (énergie, voies de communication, télécommunications, etc.).

Au final, quatre thèmes prioritaires ont été identifiés, à savoir :

- la santé ;
- l'éducation/formation ;
- l'emploi ;
- la protection de l'environnement ;

Comme thèmes transversaux tout aussi importants, les participants ont identifié les infrastructures, le cadre légal et l'approche «droits humains», y compris le genre considéré comme une exigence pour garantir l'équité et l'amélioration du développement humain, ainsi que la bonne gouvernance définie comme un préalable indispensable à l'efficacité et à l'efficience, quel que soit le domaine considéré.

Tableau 5 : Priorités issues des consultations sous-nationales

Thématiques prioritaires	Thématiques transversales
<ul style="list-style-type: none"> - Education - Sante - Emploi - Environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures - Gouvernance (y compris cadre légal) - Droits Humains (y compris préoccupations liées au genre)

➤ **Détails sur les thématiques et préoccupations prioritaires**

Les échanges au cours des séances de travail ont permis de percevoir la complexité de ces priorités, et les liens qui les unissent à d'autres préoccupations sont également exprimés par les populations. Il s'agit notamment :

Santé signifie que toutes les conditions sont réunies pour un accès de tous à des soins de santé de qualité, sans discrimination aucune ;

Education/formation signifie que toutes les conditions sont réunies pour un accès de tous les enfants et jeunes à des études et formations qualifiantes, sans discrimination d'aucune nature.

Emploi signifie que toutes les conditions sont réunies pour que la grande majorité des personnes désireuses de travailler et ayant des capacités pour le faire (et notamment les femmes et les jeunes), aient des possibilités réelles d'accéder à un emploi décent, sans discrimination d'aucune nature.

Environnement signifie que toutes les conditions sont réunies pour une utilisation durable des ressources environnementales, avec le souci de protéger l'écosystème et assurer une croissance verte.

Pour la santé et l'éducation par exemple, réunir toutes les conditions ainsi exigées passe par la disponibilité à proximité des populations d'établissements de santé ou d'éducation :

- réalisés et utilisés suivant les normes de qualité des services prévus ;
- dotés d'équipements et des personnels adéquats effectivement mis au service des usagers ;
- pourvus en eau et énergie ;
- physiquement accessibles par des voies de communications de bonne qualité régulièrement entretenues ;
- financièrement accessibles par toutes les catégories de populations ;
- accueillants pour toutes les catégories de populations, sans discrimination ;
- gérés suivant les principes de bonne gouvernance ;

et par l'accessibilité physique et financière des populations à des denrées alimentaires de qualité.

La non-discrimination suppose que des voies et moyens soient trouvés pour maintenir en poste les personnels de santé et d'éducation affectés dans les zones rurales, et que les besoins spécifiques de toutes les catégories de populations soient pris en compte, à savoir :

- des structures mobiles d'éducation et de santé pour les populations nomades ;
- des établissements publics et privés accessibles aussi aux personnes vivant avec un handicap moteur ;
- des personnels de santé de sexe féminin pour les femmes de confession musulmane ;
- des subventions spéciales pour financer les soins de santé et l'éducation des enfants des familles vivant dans l'extrême pauvreté.

La qualité des prestations fournies aux populations est conditionnée par la qualité des structures (construction et équipement), les formations reçues par les personnels et leurs conditions de travail, la discipline, la bonne gouvernance dans la gestion des ressources humaines, financières et logistiques, etc.

Pour venir à bout des problèmes identifiés, les populations attendent de l'Etat qu'il investisse davantage et organise mieux ses services pour rehausser les niveaux de services à la population en matière de santé, d'éducation, de structures et mécanismes de promotion de l'emploi décent, et pour favoriser la durabilité environnementale. Leur inclusion devrait passer par leur implication effective dans les choix de politiques, stratégies et programmes, dans les activités de proximité et dans le suivi/évaluation. Elles n'envisagent pas que l'on puisse réaliser des progrès significatifs et durables sans prise en compte de l'approche droits humains, recherche de l'équité et respect strict des règles de bonne gouvernance.

CHAPITRE 3

CONSULTATION NATIONALE

1. Concept, enjeux et approche méthodologique de la consultation nationale

La consultation nationale avait pour objectif de faire une revue des résultats et recommandations issues des consultations interrégionales. Les questions prioritaires identifiées dans les régions ainsi que les recommandations correspondantes ont été examinées dans le but de proposer des perspectives de développement Post-2015. Le tout devant être intégré dans le document national de position sur l'après-2015.

Sur le plan méthodologique, à la différence des consultations interrégionales, l'enjeu de la constitution des groupes thématiques à la consultation nationale était de procéder à des regroupements en cohérence aussi bien avec le cadre du programme de développement des Nations Unies au Cameroun et le DSCE, qu'avec les principales préoccupations véhiculées par les 11 thématiques identifiées au niveau mondial pour l'après 2015. Cette logique de regroupement répondait au besoin de comparabilité avec les résultats des autres pays.

Les participants ont ainsi travaillé pendant deux jours sur quatre thématiques :

- Développement du Capital Humain ;
- Inclusion et équité
- Jeunesse et emploi
- Changement climatique et Environnement

Dans un premier temps, les participants ont examiné les priorités de développement issues des régions, avant d'exprimer leurs points de vue, préoccupations et attentes au regard des questions prioritaires de développement résultant des consultations régionales. Trois axes principaux de réflexion ont été identifiés : l'expérience des participants en ce qui concerne la prestation des services de développement ; leur appréciation sur les prestations des services de développement (facteurs de succès et d'échec) et les conditions possibles d'amélioration ou attentes.

Les échanges ont ensuite eu pour objectif l'élaboration de recommandations claires et les propositions de lignes stratégiques sur les services de développement et sur les perspectives Post-2015. Les recommandations ont ainsi été précisées en indiquant : les actions attendues ou livrables de développement, les responsabilités des diverses parties prenantes ainsi que les types de moyens à mobiliser, les attentes et l'orientation des résultats attendus ainsi que les indicateurs.

Les quatre groupes thématiques, incluaient comme ressources techniques: deux représentants des administrations sectorielles (Ministères), deux représentants des agences des Nations Unies et les participants issus des consultations interrégionales représentants des populations à la base. Les groupes ont ainsi débattu des questions prioritaires de développement dans le but de : *faire des commentaires sur les difficultés ou les échecs, analyser la complexité de chaque thématique (aspects spécifiques et transversaux), résumer les attentes ou perspectives à l'égard des prestations de services de développement, faire des suggestions et proposer des recommandations pour l'avenir, identifier les priorités à retenir en termes de prestation de services de développement au niveau national.*

Ces quatre groupes thématiques adressent les préoccupations des six groupes d'acteurs concernés dans les régions (tableau 6).

Tableau 6 : Structuration des travaux de groupes à la consultation nationale

N°	Groupes de Travail Stratégiques (GTS)	Groupes d'acteurs des Consultations sous-nationales	Angles d'Analyse Particuliers (AAP)
1	Développement du Capital Humain	Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH), Infectées par la tuberculose (PIT) et personnes infectées par le paludisme (PIP)	- Education - Sante - Emploi - Nutrition - Protection Sociale
2	Inclusion et équité	Femmes Personnes vivant avec un handicap et personnes âgées Minorités et Populations indigènes ou autochtones	- Genre - Personnes âgées - Personne vivant avec un handicap - Personnes vivant avec le VIH/ SIDA - Groupes marginalisés, autochtones, Minorités - Protection Sociale
3	Jeunesse et emploi	Enfants et acteurs œuvrant pour la protection des enfants Jeunes, chômeurs et Sans abri	- Sécurité sociale - Investissement - Transformation économique - Formation professionnelle - Politique de la jeunesse - Climat des affaires - Infrastructures - Promotion des PME - Santé reproductive des adolescents - Planning Familial
4	Changement climatique et Environnement	Tous les groupes d'acteurs	- Energie - Eau - Emploi - Environnement - Sécurité alimentaire

2. Résultats de la consultation nationale

➤ *Préoccupations nationales prioritaires*

À l'issue des deux jours de travaux, les participants ont confirmé les priorités issues des consultations Interrégionales (santé, éducation, emploi, et environnement), ainsi que les préoccupations transversales que sont les infrastructures, la gouvernance et les droits humains incluant le genre. Il a toutefois été demandé de séparer la question du genre des Droits humains, pour en faire une préoccupation transversale majeure à part entière. Il a été également précisé que l'inclusion devra être prise en compte à tous les niveaux, pour permettre à toutes les couches de la population de participer au développement, en s'appuyant sur l'opportunité contextuelle que représente la décentralisation au Cameroun, tout en veillant à rendre cette décentralisation effective.

➤ *Evaluation globale des services de développement*

Dans les analyses qui ont conduit à la confirmation des priorités retenues dans les régions, il est clairement ressorti que :

- Des efforts sont encore à déployer en matière de lutte contre la corruption ;
- Le choix inapproprié des points d'impacts et le non-respect des normes lors de la mise en place

de la plupart des infrastructures, ne permettent pas d'en tirer le meilleur profit (connexion des bassins de production agricole aux marchés, accès aux localités habitées et aux établissements sociaux, etc.) ;

- Bien que formellement reconnus, les droits humains en général et le genre en particulier ne sont pas suffisamment pris en compte, avec une bonne différenciation, dans les politiques, stratégies et programmes de développement, ainsi que dans l'affectation des ressources pour leur mise en œuvre (CEDEF, CDE, divers droits en faveur des personnes vivant avec un handicap, droits des minorités, etc.) ;
- il y a une implication insuffisante des populations dans la conception, la mise en œuvre et le suivi/évaluation des politiques ;
- Il y a encore une non-appropriation et une non-application effectives des conventions sous-régionales, limitant de ce fait les opportunités offertes au Cameroun par l'intégration sous régionale, notamment en termes de développement de l'industrie agro-alimentaire pour augmenter la plus-value tirée de l'agriculture par l'exportation des denrées alimentaires vers les pays voisins, et créer ainsi plus d'emplois ;
- Il existe de nombreuses insuffisances dans l'application des dispositions législatives et réglementaires, ce qui ne permet pas d'accélérer le développement local et général (décentralisation inachevée, réforme du système éducatif inachevée, non application des recommandations issues des concertations Etat/Secteur privé, etc.) ;
- La question du financement de l'économie qui mérite pourtant une attention particulière, aussi bien pour améliorer les prestations publiques, que pour promouvoir l'auto-emploi, ou encore pour le développement des PME/PMI, reste une préoccupation majeure ;
- On observe encore une certaine lenteur dans l'adaptation des textes aux nouveaux défis du développement (ratification des conventions internationales, mise en cohérence des dispositions législatives et réglementaires, etc.) ;
- La plupart des OMD ne pourront pas être réalisés en 2015 ;

➤ *Propositions de solutions*

Lors des consultations interrégionales, les populations ont exprimé le souhait de voir l'Etat investir et organiser davantage ses services afin d'en rehausser la qualité en matière de santé, d'éducation, de structures et mécanismes de promotion de l'emploi décent, et pour favoriser la durabilité environnementale. Leur inclusion devrait passer par leur implication effective dans les choix de politiques, stratégies et programmes, dans les activités de proximité ainsi que dans le suivi/évaluation. Elles n'envisagent pas que l'on puisse réaliser des progrès significatifs et durables sans prise en compte de l'approche droits humains, recherche de l'équité, et respect strict des règles de bonne gouvernance.

Les participants à la consultation nationale ont confirmé, précisé et complété ces propositions en recommandant notamment :

a) De manière générale:

- Assurer une implication effective de la société civile et des populations dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes de développement ;
- Systématiser l'intégration du genre, droits humains, handicap, protection sociale dans toutes les politiques et stratégies de développement ;
- Accélérer la mise en place de la décentralisation en levant les obstacles législatifs et réglementaires, notamment en accélérant le transfert des ressources et des compétences tel que prévu dans les textes sur la décentralisation ;

- Renforcer les capacités des acteurs des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et promouvoir la culture du développement participatif au sein des CTD ;
- Améliorer la redevabilité et l'efficacité des institutions et des individus, avec entre autres mesures, la vérification formelle de la rectitude morale des potentiels candidats avant le choix des responsables à tous les niveaux de prestation de services publics.
- Rendre plus efficace le système d'informations statistiques en dédiant une unité spéciale chargée de renseigner les indicateurs qui seront retenus pour le suivi de l'agenda Post-2015 ;

b) Pour la santé :

- Promouvoir la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes ;
- Mettre à jour et investir dans les infrastructures de santé et leur dotation en personnels qualifiés dans les zones rurales, et adopter une approche multisectorielle pour la gouvernance de la santé en combinant les soins de santé avec l'éducation, l'hygiène et la salubrité ;
- Accroître et renforcer les offres de service de prévention et de prise en charge du sida et de mitigation de son impact par un meilleur soutien aux PVVIH et autres personnes vulnérables ;
- Capitaliser l'avènement du budget-programme sur le secteur de la santé en incluant une considération du genre ciblant des améliorations rapides en santé maternelle et infantile ;
- Créer une plate-forme entre le MINSANTE et le MINEPDED sur les préoccupations liées aux maladies environnementales ;
- Améliorer l'accès aux services et soins publics de santé tout en incluant des options telles que l'assurance maladie.



c) Pour l'éducation

- Créer une filière de formation sur l'environnement et le changement climatique dans les établissements de formation y compris à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM), afin de permettre aux administrateurs de l'intégrer dans leurs compétences et responsabilités futures de gestionnaire des ressources publiques ;
- Assurer une formation sur le développement durable à tous les niveaux d'enseignement et dans la formation technique et professionnelle ;
- Créer des pôles de performance éducative chargés de penser, de mettre en œuvre et d'évaluer les stratégies spécifiques à chaque zone agro écologique ;
- Rénover le système d'éducation pour permettre la création d'une main d'œuvre et une force de travail adaptées à la mise en œuvre de «la vision 2035» et à cet égard, accorder une attention particulière à l'emploi des jeunes au sortir des formations.

d) Pour l'emploi :

- Retenir l'emploi décent comme un objectif prioritaire explicite de développement Post-2015 ;
- Assurer une promotion plus efficace de l'entrepreneuriat femmes, jeunes, autres groupes vulnérables, et traquer sans complaisance les gestionnaires véreux des programmes d'encadrement de ces catégories ;
- Développer un esprit de volontariat chez les jeunes pour leur permettre d'acquérir une première expérience, et procéder à une bonne différenciation dans la division du travail pour efficacement intégrer l'approche genre et permettre à différentes catégories de personnes d'être affectées aux emplois où elles peuvent être le plus efficaces ;
- Identifier les filières porteuses d'emplois à développer, élaborer les curricula de formation, pour les arrimer aux besoins du monde socio-professionnel, et procéder à la mise en place des incubateurs ;
- Mettre en œuvre une politique claire de croissance basée sur de nouveaux partenariats (coopération sud-sud), l'accès aux technologies vertes, un système d'accès aux financements appropriés ;
- Investir dans les infrastructures rurales et industrielles orientées vers la transformation des produits agropastoraux, en assurant la disponibilité de l'énergie.
- Investir dans la stimulation du secteur privé et l'amélioration de l'environnement des affaires, afin d'inclure des conditions favorables spécifiques pour la promotion des PME/PMI, y compris l'accès au financement ;
- Aménager les grands bassins de production agro-pastorale de manière à créer des possibilités d'emploi (agriculture, pisciculture, élevage) tout en préservant les populations contre les risques liés aux effets du changement climatique (inondations) ;
- Développer des programmes d'agriculture intensive générateurs d'emploi et stratégiques pour s'adapter aux effets des changements climatiques ;
- Accélérer l'intégration régionale afin de créer plus d'opportunités de marché et stimuler la demande globale adressée aux entreprises camerounaises ;

e) Pour l'environnement :

- Renforcer les politiques et programmes visant à concilier protection de l'environnement et croissance économiques en dégageant toutes les synergies possibles ;
- Garantir la prise en compte systématique de la contrainte climatique dans les politiques et programmes tant sur le plan local que national ;
- Valoriser la promotion des emplois assurant la protection de l'environnement et limitant la surexploitation des ressources naturelles ;
- Promouvoir les « technologies vertes » et l'accès aux énergies propres tout en créant des conditions incitatives pour les emplois verts et l'intendance environnementale ;
- Améliorer le système de production des données statistiques sur les tendances environnementales, afin de mieux valoriser les ressources naturelles.

3. Feedback des parties prenantes

Après la consultation nationale, des observations ont été faites sur le draft de rapport, notamment par le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, les Agences du SNU, et la Coopération française.



Image 5 : Les officiels à la cérémonie de lancement de la consultation nationale à Yaoundé le 28 Mai 2013

Les Ministres de la Promotion de la Femme et de la Famille, de la Santé Publique, et de l'Economie, avec le Coordonnateur résident du SNU.

CHAPITRE 4

ANALYSE DES MESSAGES RECUS DES POPULATIONS

Analyse des principaux problèmes de développement

Le processus des consultations nationales a clairement montré l'espoir des populations camerounaises pour une croissance à large spectre et inclusive, se traduisant par des progrès multiples et les résultats dans tous les domaines qui influent sur leur vie quotidienne. Il s'agit notamment de la croissance économique durable, le progrès social et la protection de l'environnement. Alors que le pays se situe dans l'optique d'accélérer le progrès vers sa «Vision 2035» dans la perspective de devenir un pays émergent, il sera essentiel que ces voix qui ont émergé du terrain alimentent directement la prise de décision. Ceci permettrait de s'assurer que la trajectoire de croissance économique du Cameroun est bénéfique à toutes les populations et les autonomise tout en les responsabilisant dans toutes les régions du pays.

Pour rappel, les priorités ressorties lors des consultations Post-2015 au Cameroun sont focalisées sur la santé, l'éducation/formation, l'emploi, et la gestion durable des ressources naturelles. Les principales préoccupations pour ces trois priorités se récapitulent comme suit :

Tableau 7 : Préoccupations dans les priorités de développement issues des consultations

N°	Priorités	Manifestations/ problèmes identifiés
1	Education / Formation	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès physique aux établissements scolaires - Insuffisances qualitative et quantitative des personnels éducatifs, notamment en milieu rural - Insuffisance des ressources des parents pour envoyer les enfants à l'école - Priorité accordée aux travaux agro-pastoraux et autres occupations familiales par rapport à l'école, notamment au détriment des filles - Sous scolarisation des enfants des minorités et autres personnes vulnérables - Manque de cadres adéquats pour l'éducation/formation des personnes vivant avec un handicap - Insuffisance de l'orientation scolaire à la base - Ineffectivité de la gratuité de l'école primaire
2	Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès physique aux structures de santé - Sous-équipement des structures de santé - Insuffisances qualitative et quantitative des personnels de santé, notamment en milieu rural - Mauvais accueil des malades dans les structures de santé - Prolifération des médicaments de la rue - Coûts des soins de santé hors de portée de la grande majorité des populations - Majorité des ménages non couverts par des dispositifs de protection sociale pouvant les aider à supporter les frais de santé - Accès difficile des minorités et populations déplacées aux soins de santé - Non valorisation des savoir-faire traditionnels en matière de pédiatrie et d'accouchement - Résistance des populations aux programmes de vaccination et au dépistage du VIH

3	Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Climat des affaires peu incitatif pour le développement des entreprises - Condition d'insertion des jeunes (1^{ère} expérience requise) trop importante - Inadéquation Formation/Emploi - Insuffisance d'organisation et de structuration des PME/PMI - Taux de chômage élevé, notamment chez les femmes, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap, les minorités et autres personnes vulnérables - Rareté d'emplois décents (taux d'informalité des activités et taux de sous-emploi très élevés) - Absence d'assurance chômage due à une très faible couverture en matière de sécurité sociale - Insuffisance d'informations sur les opportunités d'emploi - Difficultés des jeunes à accéder au financement de leurs projets de création d'activités génératrices de revenus
4	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'une politique cohérente de développement durable - Non traduction dans les lois, des conventions signées par le Cameroun sur l'environnement - Dégradation accélérée de l'environnement, notamment par les activités industrielles, agro-pastorales, et les coupes de bois

L'inclusion des populations dans le processus de création des richesses et de partage des bénéfices de la croissance, le respect des droits humains et la prise en compte de l'aspect genre, étant présentés comme des approches sans lesquelles les résultats ne pourront jamais être à la hauteur des attentes. L'importance d'une bonne gouvernance et de la disponibilité des infrastructures de toutes natures a été également fortement soulignée partout. Ces priorités sont d'autant plus pertinentes que la santé et l'éducation, non seulement figurent parmi les principaux droits humains, mais, en plus, constituent le soubassement indispensable au développement du capital humain. Le capital humain est indispensable à chaque individu pour contribuer à la croissance et en tirer profit, notamment à travers l'accès à un emploi décent.

Les investissements sur le capital humain ont des répercussions à long terme sur le plan de la compétitivité future du pays. Ils assurent que les hommes et femmes qualifiés, formés et en bonne santé sont en mesure de participer effectivement et de s'engager dans le développement du pays. En ce qui concerne l'éducation, il est important de préciser que, pour le Cameroun aujourd'hui, les objectifs d'éducation ne peuvent plus se limiter à assurer une éducation primaire pour tous. Le pays n'atteindra pas l'émergence si l'accent n'est pas également mis sur les enseignements secondaire et supérieur, et surtout sur la formation technique et professionnelle.

Pour réaliser sa vision 2035 de devenir un pays émergent, il est crucial pour Cameroun d'avoir de bonnes simulations de politiques sur le profil, les compétences et la combinaison des ressources humaines nécessaires et, par conséquent d'aligner les allocations budgétaires ou investissements y relatifs. Cela suppose une refonte significative du système d'éducation en se concentrant sur la combinaison de l'enseignement traditionnel, les autres formes innovantes de perfectionnement des compétences, la formation professionnelle et d'autres formes de renforcement des connaissances.

Pour un développement durable à long terme, le secteur privé peut être un véhicule efficace de croissance. Seulement, l'absence de facilitation pour le développement des affaires constitue un frein important à une croissance économique génératrice d'emplois décents. Non seulement la conjoncture est difficile, le coût de faire des affaires est élevé au Cameroun, comme d'ailleurs pour Afrique centrale en général (ECA, 2012), en raison des faiblesses de la gouvernance institutionnelle, des lourdeurs administratives, des coûts élevés des transactions, d'un cadre législatif et politique inadapté, du manque de financement, de l'indisponibilité de la technologie et d'autres intrants (énergie, infrastructures, investissements en Recherche et Développement).

Plus de 90% des emplois sont offerts par le secteur informel et le sous-emploi est estimé à près de 85%. Les politiques de croissance économique doivent donc aborder les questions de la migration du secteur informel vers l'économie formelle par le renforcement de l'enregistrement des entreprises, le soutien aux PME/PMI et l'accès des entreprises à des services de financement bénéficiant également aux femmes. En outre, compte tenu du nombre important de pauvres en zone rurale, le programme d'industrialisation à long terme du Cameroun doit également aborder la transformation agricole, notamment par le biais des investissements dans les industries de transformation des produits agropastoraux et l'approche filière pour stimuler les effets multiplicateurs économiques ainsi que le marché national du travail. L'emploi des jeunes doit être considéré comme une priorité dans l'agenda de l'industrialisation de Cameroun, car ils représentent la grande majorité de la population et sont reconnus comme l'avenir du pays (Selon les chiffres du 3^{ème} RGPH, les moins de 35 ans représentaient 78,4% de la population totale du Cameroun en 2010).

La question de l'intégrité de l'environnement et de la résilience de la croissance face au changement climatique est une priorité pour le Cameroun. Les effets du changement climatique sont en effet subis annuellement, notamment à travers des événements tels que la sécheresse ou les inondations dans le nord et l'extrême nord, avec pour conséquence une aggravation de la vulnérabilité de la population. Les populations ont ainsi, lors des consultations nationales, clairement exprimé leur prise de conscience du fait que les conséquences des dégradations subies par l'environnement ont déjà un impact négatif sur leur vie quotidienne. Sur ce plan, il ne s'agit plus seulement de la préservation des ressources pour les générations futures. L'environnement est à la fois l'espace où vivent les êtres humains et la source des matières dont l'exploitation et l'utilisation sont indispensables pour mener les activités de développement. L'idée d'assurer une croissance verte apparaît donc comme un impératif à considérer dans les perspectives nationales.

Sur le plan de l'inter-sectorialité, les résultats obtenus dans les secteurs prioritaires interagissent les uns sur les autres. A titre d'exemples, une absence d'éducation signifierait un manque de capacités pour appréhender les enjeux de santé et de protection de l'environnement et pour saisir les opportunités d'emploi décent. D'un autre côté, les ravages causés par le VIH/SIDA vont bien au-delà du seul secteur de la santé et ont un impact négatif sur les autres secteurs, notamment par la destruction des ressources humaines chèrement constituées dans le processus de développement du capital humain. Les dégradations subies par l'environnement enfin, se répercutent sur la santé des populations, directement ou à travers la diminution des quantités et de la qualité des denrées alimentaires, affectant ainsi le capital humain et le potentiel de production pour ultimement limiter l'emploi.

Par rapport à ces priorités comme pour d'autres secteurs de développement, les populations ont, globalement, ressorti des préoccupations et recommandations régulièrement exprimées depuis au moins une vingtaine d'années, à la suite des évaluations des politiques de développement. Au cours de ces années, l'Etat avec l'appui de ses partenaires au développement, a pourtant investi dans pratiquement tous les secteurs socioéconomiques. Les stratégies de développement ont été plusieurs fois ajustées pour s'adapter à l'évolution des résultats et des contextes. On est, en effet, passé des Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) au DSRP, puis à la Vision-2035 et au DSCE qui, tout en se focalisant sur la croissance et l'emploi, fait une large place aux priorités santé et éducation, en consacrant un de ses cinq piliers au développement humain, sans cependant prendre suffisamment en compte la dimension environnementale et le changement climatique, une des priorités des populations.

En somme, bien que le Cameroun dispose de potentialités non négligeables (ressources humaines, ressources du sol et du sous-sol, hydro-électricité, position centrale dans la zone CEMAC, pour ne citer que celles-là), la mise en œuvre des nombreux programmes élaborés par le gouvernement n'a pas induit une amélioration significative et durable des conditions de vie des populations. Celles-ci demeurent insatisfaites des services de développement qu'elles reçoivent et l'économie nationale demeure fragile et très sensible ou exposée aux chocs de toutes natures.

Sur le plan interne, la persistance du chômage et du sous-emploi auquel fait face une population jeune croissante et majoritaire (78,4% âgés de moins de 35 ans en 2010) est une source potentielle d'instabilité, tandis que sur le plan externe, les conflits qui secouent les pays voisins ont un impact négatif sur l'économie du Cameroun car ils limitent les opportunités liées à l'intégration sous régionale. Tout cela amène à s'interroger sur la pertinence des stratégies adoptées depuis des années, sur les programmes élaborés pour les mettre en œuvre, sur les montages institutionnels accompagnant cette mise en œuvre, ou encore sur les modes opératoires y relatifs.

Une autre source d'interrogation est le format de financement des actions de développement au niveau national, en termes de degré d'engagement de l'Etat camerounais en rapport avec l'appui des partenaires externes. Certains Partenaires Techniques et Financiers s'interrogent en effet sur la volonté réelle des pouvoirs publics camerounais à s'engager à la mobilisation des ressources internes pour le financement du développement, sans tout attendre des partenaires externes. En outre, l'efficacité de l'utilisation des ressources issues des concours externe, objet de la «Déclaration de Paris» qui devrait être une préoccupation essentielle sur le chemin d'une véritable transformation économique, reste insuffisante. Ceci interpelle par exemple à plus engagement de la part de l'Etat du Cameroun à financer et conduire des réflexions stratégiques, comme la préparation de l'agenda Post-2015.

Toutes ces interrogations renvoient à la gouvernance, dont la complexité va bien au-delà de la seule lutte contre la corruption et les détournements des deniers publics, pour embrasser toute la réalité du management public, en termes de structuration des services, de cohérence des actions, d'exploitation des opportunités, de préservation des acquis du développement, de formulation des perspectives de développement, d'adaptation et d'application des textes, de suivi/évaluation. C'est certainement pour ces raisons que la bonne gouvernance est régulièrement citée par les populations comme un préalable indispensable à l'atteinte des résultats dans tous les secteurs de développement.

Pour ce qui est des priorités Post-2015 au Cameroun, la plupart des préoccupations exprimées par les populations relèvent tout autant de la gouvernance que de l'insuffisance des allocations budgétaires. On note ainsi :

- Le manque de cohérence dans les choix des points d'impact de certains projets, conduisant parfois à la construction d'établissements sociaux non reliés aux réseaux routier, d'eau, d'énergie, ou de télécommunications ;
- L'insuffisance (en capacités et nombres) des personnels dans les structures hospitalières et les établissements scolaires en zones rurales, largement imputable à la gestion des ressources humaines de l'Etat de manière générale (plans de carrière, transparence, discipline, reconnaissance des mérites, incitations et autres avantages) ;
- L'absence de programmes régionaux spécifiques pour la croissance, conduits localement, en tenant compte des disparités de l'incidence de la pauvreté au niveau régional ;
- L'insuffisance de clarté des schémas adoptés pour faire en sorte que les grands projets *potentiellement* structurants, deviennent *effectivement* structurants, en montrant toutes les opportunités de développement que les entreprises nationales, en particuliers les PME/PMI et structures artisanales ou de l'informel (au moins 90% du tissu économique national) ainsi que les

- populations, peuvent saisir pour accroître leurs productions et générer plus de revenus ;
- Les choix d'industrialisation parfois inappropriés, qui peuvent augmenter l'ampleur des impacts négatifs sur l'environnement, et empêcher la promotion d'une croissance verte.

Analyse des propositions de solutions

Les principales propositions de solutions issues des consultations pour résoudre les problèmes identifiés se récapitulent comme suit :

Tableau 8 : Propositions de solutions issues des consultations

N°	Priorités	Solutions proposées
1	Education / Formation	<ul style="list-style-type: none"> - Construire et équiper les établissements scolaires et de formation et les répartir équitablement sur tout le territoire national - Renforcer la formation et le déploiement des personnels éducatifs dans les zones défavorisées - Mettre en place des incitations pour maintenir en poste les personnels enseignants affectés en milieu rural - Réviser les curricula de formation pour les arrimer aux besoins du monde socioprofessionnel - Créer des pôles de performance éducative chargés de penser les stratégies spécifiques à chaque zone agro-écologique - Adapter la politique éducative (infrastructures, curricula, méthodes d'enseignement, etc.) aux besoins spécifiques des minorités et autres groupes vulnérables
2	Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Construire et équiper les établissements de santé et les répartir équitablement sur tout le territoire national - Renforcer la formation et le déploiement des personnels de santé dans les zones défavorisées - Mettre en place des incitations pour maintenir en poste les personnels de santé affectés en milieu rural - Renforcer /améliorer les plateaux techniques des formations sanitaires - Renforcer la collaboration entre les accoucheuses traditionnelles et les personnels de santé - Améliorer l'accessibilité des communautés aux prestations de santé à travers des dispositifs de mutualisation des risques-santé - Créer des espaces d'écoute-conseil fonctionnels en santé de la reproduction pour les jeunes
3	Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Développer l'esprit de volontariat et d'entrepreneuriat chez les jeunes - Introduire les cours d'entrepreneuriat dans les programmes éducatifs - Cultiver le sens de la morale et de la patrie en milieu jeune - Promouvoir l'approche HIMO - Diversifier les méthodes de sensibilisation et d'information spécifiques aux différentes catégories de jeunes (prenant en compte le genre et la situation sociale), en utilisant les médias et les TIC - Investir dans les infrastructures rurales et industrielles orientées vers la transformation des produits de l'agriculture - Aménager de grands bassins de production agro-pastorale de manière à créer des possibilités d'emploi (agriculture, pisciculture, élevage) tout en préservant les populations contre les risques liés aux effets des changements climatiques (inondations); - Développer des programmes d'agriculture intensive générateurs d'emploi et stratégiques pour s'adapter aux effets du changement climatique
4	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la prise en compte systématique de la contrainte environnementale dans les politiques et programmes de développement, tant sur le plan local que national - Mettre sur pied des programmes conjoints entre les ministères chargés de la santé et de l'environnement, sur les maladies liées à l'environnement - Renforcer les modules d'éducation à l'environnement dans les systèmes d'éducation et de formation professionnelle - Valoriser la promotion des emplois liés à l'environnement

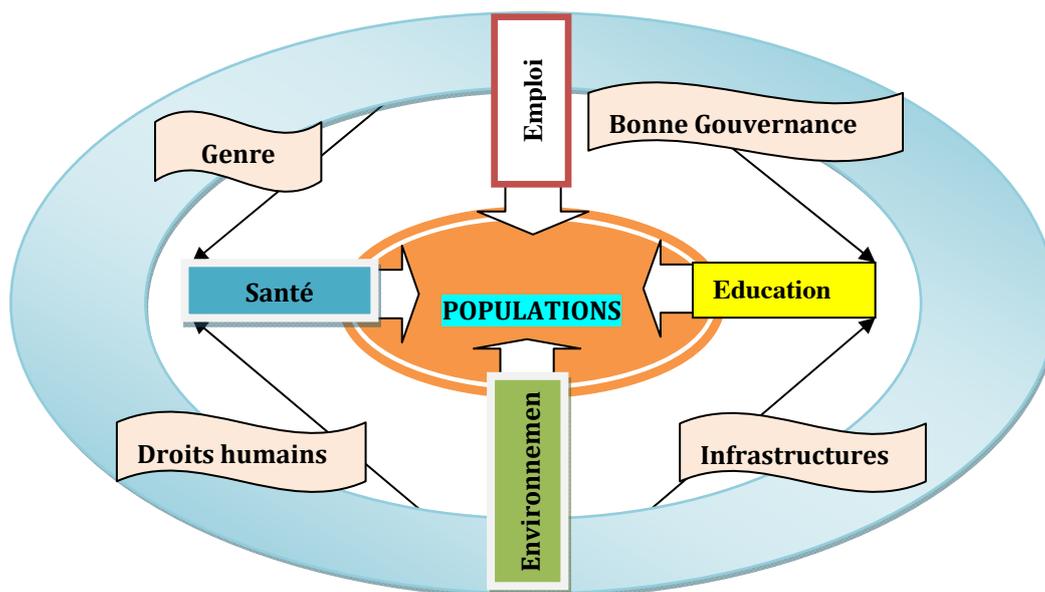
5	Et de façon générale	<ul style="list-style-type: none"> - Appliquer les règles et principes de bonne gouvernance dans la gestion de toutes les affaires publiques - Prendre en compte l'approche genre et l'équité dans toutes les stratégies de développement, et s'assurer que cette prise compte s'étend aux programmes et projets financés et mis en œuvre - Promouvoir et protéger les droits humains (y compris les droits des minorités et autres personnes vulnérables) - Renforcer et/ou mettre en place les infrastructures socio-économiques de base (logement, eau, électricité, etc.) en milieu rural - Renforcer et/ou mettre en place des dispositifs de couverture sociale adaptés aux besoins spécifiques de toutes les catégories de populations - Rendre plus efficace le système d'informations statistiques en dédiant une unité spéciale chargée de renseigner les indicateurs qui seront retenus pour le suivi de l'agenda post 2015 - Accélérer la mise en place de la décentralisation en levant tous les obstacles législatifs et réglementaires - Renforcer les capacités des acteurs des Collectivités Territoriales Décentralisée (CTD) et promouvoir la culture du développement participatif au sein des CTD - Vérifier formellement la rectitude morale des potentiels candidats avant le choix des responsables à tous les niveaux de prestation de services publics
---	----------------------	---

Le grand défi pour l'après-2015, c'est de transformer les potentialités de développement du Cameroun pour répondre aux attentes des populations dans les domaines prioritaires qu'elles ont retenus. Mais les stratégies de développement actuelles sont essentiellement basées sur la perception que les décideurs ont des besoins de ces populations plutôt que sur une expression directe de ces besoins par les populations elles-mêmes. L'insistance lors des consultations nationales sur les impératifs de qualité, d'efficacité, de morale, montre que, même si les recommandations s'apparentent à du déjà entendu, il faudrait trouver des voies et moyens pour réussir là où les résultats des efforts de développement n'ont pas depuis toujours été à la hauteur des attentes. Cela interpelle à l'introduction des innovations dans l'approche d'élaboration des stratégies et dans l'organisation et la structuration des services publics pour la mise en œuvre de ces stratégies.

En orientant résolument la conception des politiques, stratégies et programmes vers les priorités définies par les populations, on pourrait atteindre de meilleurs résultats. Pour cela, il faudrait envisager de commencer par les stratégies des quatre secteurs prioritaires, lesquelles ressortiraient clairement les attentes par rapport aux autres secteurs, ainsi que les menaces potentielles provenant de ces autres secteurs. Ensuite, chaque administration montrerait dans ses stratégies et plans d'actions comment elle s'organise pour répondre aux attentes dans les secteurs prioritaires, contribuer au développement des autres secteurs, et supprimer ou au pire réduire tout ce qui est susceptible de constituer une menace pour l'atteinte des résultats dans les secteurs prioritaires.

De même que l'Etat, le secteur privé et les organisations de la société civile feraient de la contribution à ces priorités nationales l'ossature de leurs activités. Ainsi, il ne s'agirait plus pour les différents secteurs de l'économie de chercher comment inclure les populations dans leurs actions, mais de travailler pour contribuer à la fourniture des services de développement attendus en rapport avec les priorités des populations, dans un schéma durable.

C'est ainsi que l'on pourrait véritablement mettre les populations au centre d'un développement durable, dans un schéma innovant d'efficacité ayant pour piliers dans le cas actuel, les quatre grandes priorités (santé, éducation, emploi et environnement). Ces piliers interagiraient comme «Point d'Accès», dans un «Cercle d'Efficacité du Développement (CED)» avec en son centre la population et autour la prise en compte des préoccupations transversales, pour assurer la connexion aux points d'entrée (Diagramme 1).

Diagramme 1 : Schéma du «Cercle d'Efficacité du Développement durable»

Légende : *Les populations, qu'il faut placer au centre de toutes les actions de développement, ont prioritairement besoin de santé, d'éducation/formation, d'emploi et de protection de l'environnement. La quantité et la qualité des services de développement qu'elles recevront par rapport à ces priorités sont conditionnées par la disponibilité des infrastructures, la prise en compte des approches genre et droits humains, et la bonne gouvernance.*

Un tel schéma de développement assurerait que tous les piliers du développement durable notamment la protection de l'environnement, la croissance économique et le développement social sont bien ancrés. Ils sont en fait implantés dans la conjugaison parfaite d'une somme de priorités et de conditions ou préoccupations transversales qui, par nature, les intègrent. Les impératifs de paix et de sécurité doivent également être pris en compte, car bien que le Cameroun soit reconnu comme un pays stable et en paix avec ses voisins, les événements dans ces pays peuvent négativement affecter son économie, à travers les flux migratoires et d'autres facteurs tels que les échanges commerciaux. Une instabilité, même de très courte durée, présente des risques et peut entraîner un grand retard si ce n'est un recul socio-économique.

La réponse à ce risque par une solution de long terme, passe par une recherche constante de stabilité et de résilience à travers la priorité qui touche la majeure partie de la population, cible du développement durable. Dans le cas du Cameroun et de nombreux autres pays africains, cette frange est constituée de la jeunesse dont la préoccupation majeure est l'emploi. On pourrait donc faire de l'emploi la priorité des priorités, sachant que des efforts pour assurer un emploi décent à la majorité si ce n'est à tous, impliquerait forcément des actions fortes dans l'éducation par exemple, dont la bonne qualité à son tour renforcerait les capacités générales à assurer la protection de l'environnement. La conséquence d'un emploi décent généralisé étant la garantie d'un revenu suffisant pour la majorité, on permettrait au plus grand nombre de disposer des moyens nécessaires pour faire face aux problèmes de santé, dans un espace où l'extrême pauvreté serait alors éradiquée. Il est donc crucial de saisir toutes les opportunités de transformation économique y compris l'effectivité de l'intégration sous régionale.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POUR LE CAMEROUN «POST-2015»

Conclusion

Le Guide pour le dialogue dans les pays proposé par le Groupe des Nations Unies pour le Développement (GNUM) pour les consultations nationales avait pour objectif d'encourager les discussions entre les différentes parties prenantes et de recueillir des opinions et/ou des idées de toutes les couches de populations en vue d'une vision globale partagée de *l'avenir que nous voulons pour tous*.

A ce titre, les consultations nationales menées au Cameroun ont offert l'occasion à toutes les couches de la population sans discrimination aucune, des dix régions du pays, de s'exprimer sur les priorités du développement du Cameroun dans les réflexions Post-2015. Au cours de ces consultations, il est ressorti une bonne maîtrise des questions de développement humain par les organisations de la société civile et la population à la base, non seulement en termes d'identification et d'analyse des problèmes, mais aussi en termes de proposition de solutions.

Les priorités ressorties à l'issue des dites consultations sont liées à la santé, l'éducation, l'emploi et l'environnement. Toutefois, il y a lieu de signaler que les questions de gouvernance et celles liées aux infrastructures sont des préalables indispensables à l'atteinte de ces priorités. Toutes interventions liées aux priorités identifiées doivent tenir compte des approches droits humains et genre.

Le grand défi pour l'après-2015 au Cameroun est donc de transformer ses potentialités pour combler les attentes des populations, dans les domaines prioritaires définis lors des consultations nationales.

Pour atteindre ces priorités des solutions ont été proposées pour rendre la croissance économique encore plus inclusive, afin que la mise en œuvre des programmes de développement aboutisse à une amélioration substantielle et durable des conditions de vie des populations, à travers une création suffisante d'emplois décents (pour tous) tout en protégeant l'environnement. Ceci nécessite une mobilisation accrue des ressources à la hauteur des défis et des enjeux.

Au terme de ces consultations nationales pour l'agenda Post-2015, les recommandations ci-après ont été formulées. La mise en œuvre de ces recommandations permettront de rendre l'action en faveur du développement après 2015 soit plus bénéfique pour le Cameroun que ne l'ont été les OMD. Il est donc crucial de mettre davantage l'accent sur le développement du capital humain, et de conduire les transformations économique et institutionnelle qui nécessitent l'utilisation de ce capital, pour favoriser l'emploi décent et une croissance économique respectueuse de l'environnement.

Recommandations

Sur le plan général :

R1 : Mettre un accent sur le développement du Capital humain susceptible d'assurer une croissance inclusive et verte ;

R2 : renforcer l'efficacité des plateformes de concertations entre les administrations, le secteur privé et les organisations de la société civile en vue du suivi de la mise en œuvre des priorités nationales identifiées.

R3 : accélérer le processus de décentralisation en vue de rapprocher les services sociaux de base des besoins des populations.

R4 : Aligner les interventions des partenaires au développement aux cadres nationaux de développement et sur les besoins des populations à la base.

De façon spécifique :

R5 : Pour assurer le développement du capital humain, il y aurait lieu de :

- Construire et équiper les établissements scolaires et de santé et les répartir équitablement sur tout le territoire national ;
- Renforcer la formation et le déploiement des personnels éducatifs et de santé dans les zones défavorisées ;
- Mettre en place des incitations pour maintenir en poste les personnels enseignants et de santé affectés en milieu rural ;
- Adapter les politiques éducatives et de santé (infrastructures, méthodes de travail, etc.) aux besoins spécifiques des minorités et autres groupes vulnérables ;
- Renforcer et/ou mettre en place des dispositifs de couverture sociale adaptés aux besoins spécifiques de toutes les catégories de populations.

R6 : Pour maintenir le Cameroun sur une trajectoire de croissance durable, il faudra:

- Accélérer la mise en place de la décentralisation en levant tous les obstacles législatifs et réglementaires ;
- Renforcer les capacités des acteurs des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et promouvoir la culture du développement participatif au sein des CTD ;
- Appliquer les règles et principes de bonne gouvernance dans la gestion de toutes les affaires publiques ;
- Prendre en compte l'approche genre et l'équité dans toutes les stratégies de développement, et s'assurer que cette prise en compte s'étend aux programmes et projets financés et mis en œuvre ;
- Promouvoir et protéger les droits humains (y compris les droits des minorités et autres personnes vulnérables)
- Promouvoir l'approche Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) ;
- Valoriser la promotion des emplois liés à l'environnement ;
- Investir dans les infrastructures rurales et industrielles orientées vers la transformation des produits agro-pastoraux ;

- Renforcer et/ou mettre en place les infrastructures socio-économiques de base (logement, eau, électricité, etc.) en milieu rural ;
- Assurer la prise en compte systématique de la contrainte environnementale dans les politiques et programmes de développement, tant sur le plan local que national ;
- Mettre sur pied des programmes conjoints entre les ministères chargés de la santé et de l'environnement, sur les maladies liées à l'environnement ;
- Renforcer les modules d'éducation à l'environnement dans les systèmes d'éducation et de formation professionnelle ;
- Rendre plus efficace le système d'informations statistiques en dédiant une unité spéciale chargée de renseigner les indicateurs qui seront retenus pour le suivi de l'Agenda Post-2015.

R7 : mobiliser les ressources internes dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche «budget-programme», en augmentant de façon significative la part consacrée aux investissements.

Dans le but de capitaliser les acquis dans la mise en œuvre des OMD, un accent doit être mis sur l'intégration régionale afin de tirer le meilleur profit en termes d'opportunités économiques de la situation géostratégique du Cameroun dans la sous-région. A cet effet, les impératifs de paix et de sécurité doivent être constamment pris en compte dans les stratégies de développement. Le Cameroun est reconnu comme un pays stable et en paix avec ses voisins. Mais cette paix reste fragile eu égard à la poussée des besoins d'une jeunesse nombreuse⁷, confrontée au chômage ou au sous-emploi. Les événements dans les pays voisins peuvent avoir un impact négatif sur l'économie du Cameroun et partant sur les services de développement à ses populations aux frontières. Une instabilité, même de très courte durée, peut entraîner un grand retard si ce n'est un recul socio-économique.

⁷ En 2010, les moins de 35 ans représentaient 78,4% de la population totale du Cameroun

ANNEXES

1. Références Bibliographiques

- **Dynamique Citoyenne, 2013** : 2035 : l'émergence est-elle possible ?
- **Réseau pour la Justice Fiscale –Afrique (RFJ-A), 2013** : Etude sur la fiscalité au Cameroun : indetification des problèmes clés liés à la justice fiscale
- **PNUD, 2012** : Vers une sécurité alimentaire durable
- **World Bank, 2012** : Unlocking the labour Force: Focus on Employment
- **Ambassade de France (SCAC), 2012** : La coopération française au Cameroun
- **CEA/BSR-AC, 2012** : Les défis énergétiques en Afrique centrale
- **PNUD/MINEPAT, 2012** : Rapport National sur le Développement Humain au Cameroun 2012
- **UNFPA/ MINSANTE/ MINPROFF/MINEPAT, 2012** : La Santé de Reproduction au Cameroun
- **CEA/UA/BAD/PNUD, 2012** : RAPPORT OMD 2012
- **ECA, AfDB, AUC, UNDP/RBA, 2012** : Outcome Document of the Regional Consultations on the Post-2015 Development Agenda, Dakar, Senegal – 10-11 December 2012
- **UNDG, 2012** : Post-2015 Development Agenda: What future do you want?
- **Seán Nolan; Dhaneshwar Ghura (IMF) and Jeffrey D. Lewis; Marcelo Giugale (World Bank), 2011** : Cameroon Case Study Analysis of National Strategies for Sustainable Development
- **Martin Tsounkeu, 2011**: A Review of progress towards attainment of the Millennium Development Goals (MDGs) in Cameroon: the post-2015 Agenda
- **UNDP, 2011** : Regional Integration and Human Development: A Pathway for Africa
- **UNFPA / MINJEUN / BUCREP, 2011** : Un Cameroun de 20 Millions face aux défis de la jeunesse
- **World Bank, 2011** : Towards Better Service Delivery: Focus On fiscal Decentralization
- **CEA/BSR-AC, 2010** : Etat d'avancement du processus d'intégration en Afrique Centrale
- **IMF, 2010** : Sub-Saharan Africa Back to High growth?
- **Institut National de la Statistique (INS), 2010** : Rapport National sur les OMD 2010
- **UNDP, 2009** : Overcoming Barriers : Human mobility and Development
- **PNUD/MINEPAT, 2009** : Rapport National sur le Développement Humain au Cameroun 2008/2009
- **MINEPAT, 2009** : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)
- **MINEPAT, 2009** : Cameroun Vision-2035
- **Agence Française de Développement (AFD), 2007** : Mise en œuvre du Contrat Désendettement Développement (C2D)
- **UN, 2007** : The Millennium Development Goals Report, 2007
- **Commonwealth Fondation, 2005** : Breaking with business as usual : Perspectives from civil society in the commonwealth on the Millennium Development Goals
- **Martin Tsounkeu, 2005** : The Millennium Development Goals (MDGs) in Cameroon: How Far From the Target in 2005?
- **Martin Tsounkeu, 2005** : A Civil Society Perspective on the Progress and Challenges of Attaining the MDGs
- **National AIDS Control Committee, 2005** : Cameroon 's Response to HIV/AIDS
- **Conférence Episcopale Nationale du Cameroun, 2004** : L'Eglise catholique face à la pauvreté
- **Institut National de la Statistique (INS), 2004** : Enquête Démographique et de Sante (EDS)
- **Gouvernement du Cameroun, 2003** : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP)
- **MINEPAT/UNDP, 2003** : MDGs Progress Report at a Provincial Level
- **MINEPAT/PNUD, 2002** : Suivi de progrès des Objectifs du Millénaire pour le Développement
- **UNDP, 2001** : Millennium Development Goals Progress Report from the Republic of Cameroon
- **National Aids Control Committee, 2000** : HIV AIDS situation in Cameroon
- **Association for the Development of Education in Africa (ADEA), 1999** : Reforming a National System of Higher Education: The Case of Cameroon
- **Filp Verbelen, 1996** : L'exploitation abusive des forêts équatoriales du Cameroun
- **Institut National de la Statistique (INS), 1996** : Rapport de l'ECAM I
- **Ministry of National Education, 1995** : Final Report of Cameroon National Forum on Education
- **Ministry of Health, 1995** : National Study on Health Personnel in Cameroon

2. Détails sur les consultations

Les informations rassemblées au cours des consultations sous-nationales sont récapitulées ci-après :

Consultations dans le Grand Nord (10-11 avril 2013)

Le Grand Nord, situé dans la zone soudano-sahélienne du Cameroun, est constitué des trois régions les plus pauvres du pays, avec 52% de la population pauvre du Cameroun pour seulement 32,5% de la population totale. Dans cette zone, la faible pluviométrie et la rareté du couvert végétal constituent des handicaps importants pour l'agriculture, entraînant souvent des périodes de famine dans l'année, notamment dans l'Extrême-Nord. Le coton représente l'unique culture de rente de ces trois régions. Les us et coutumes des populations favorisent les mariages et les accouchements précoces, la non scolarisation des enfants et notamment des filles. Les principaux indicateurs de développement humain de ces régions montrent des situations largement en-dessous des moyennes nationales (voir tableaux 9 à 12).

Tableau 9 : Evolution de l'incidence de la pauvreté monétaire dans le Grand Nord

N°	Régions	2001	2007	Observations
1	Adamaoua	48,4%	52,9%	Aggravation de 4,5%
2	Extrême-Nord	56,3%	65,9%	Aggravation de 9,6%
3	Nord	50,1%	63,7%	Aggravation de 13,6%
4	<i>Moyennes nationales</i>	40,2%	39,9%	Amélioration de 0,3%
54	<i>Milieu rural national</i>	52,1%	55%	Aggravation de 2,9%
6	<i>Milieu urbain national</i>	17,9%	12,2%	Amélioration de 5,7%

Tableau 10 : Taux net de fréquentation scolaire (des 6-11 ans) dans le Grand Nord en 2011

N°	Régions	Garçons	Filles		Observations
1	Adamaoua	79%	72,4%	75,9%	Taux d'ensemble des 3 régions inférieurs au taux national pour les filles
2	Extrême-Nord	58%	46,2%	52,2%	
3	Nord	73,8%	59,7%	66,8%	
4	<i>Moyennes nationales</i>	80,8%	76,1%	78,5%	

Tableau 11 : Indicateurs de santé dans le Grand Nord

N°	Problématique	Ada	Ext-N	Nord	Moyenne Nationale	Observations
1	Insuffisance pondérale des enfants	20,8%	31,6%	23,6%	14,6%	
2	Mortalité des enfants <5ans	129‰	168‰	191‰	122‰	
3	Accouchements assistés	47%	25%	33%	64%	
4	Enfants complètement vaccinés	54%	31%	38%	53%	
5	Prévalence du VIH	5,1%	1,2%	2,4%	4,3%	

Tableau 12 : Autres indicateurs sociaux dans le Grand Nord

N°	Problématique	Ada	Ext-N	Nord	Moyenne	Observations
1	Femmes en polygamie	24,4%	32,5%	25,8%	18,7%	
2	Hommes sans instruction	16,5%	26,1%	21,1%	9,5%	
3	Femmes sans instruction	39,5%	62,5%	52%	20%	
4	Age des femmes/1ère union	16,3 ans	15,9 ans	15,9 ans	18,5ans	
5	Naissances non enregistrées	47%	61,8%	59,3%	38,6%	

Ces indicateurs sont révélateurs des situations que vivent les populations dans cette partie du Cameroun, et que les participants ont analysées comme suit, suivant treize problématiques jugées prioritaires :

Tableau 13 : Analyse de la situation par les participants dans le Grand Nord

N°	Problématiques	Manifestations/ problèmes identifiés
1	Education/Formation	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès physique aux établissements scolaires - Ecoles à cycle incomplet dans certains villages - Insuffisances qualitative et quantitative du personnel éducatif - Priorité accordée aux travaux agro-pastoraux et autres occupations familiales par rapport à l'école, notamment au détriment des filles - Sous scolarisation des enfants des minorités - Manque de cadres adéquats pour l'éducation/formation des personnes vivant avec un handicap - Programmes scolaires de mauvaise qualité, choisis par complaisance au profit des auteurs des manuels prescrits - Inadéquation Formation/Emploi
2	Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès physique aux structures de santé - Sous-équipement des structures de santé - Insuffisances qualitative et quantitative des personnels de santé - Mauvais accueil des malades dans les structures de santé - Prolifération des médicaments de la rue - Réticences des populations et notamment des femmes, à se rendre aux centres de santé - Coûts des soins de santé hors de portée de la grande majorité des populations - Accès difficile des minorités et populations déplacées aux soins de santé - Accouchements à domicile ou dans les sarés - surmortalité des enfants - Epidémies à répétition
3	Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise utilisation des ressources financières, humaines et logistiques allouées à la fourniture des services publics ou à la réalisation des projets de développement
4	Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Chômage des jeunes - Inadéquation Formation/Emploi - Bas niveau d'instruction des populations, préjudiciable à la compréhension des enjeux de développement
5	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation accélérée de l'environnement, notamment par les activités agro-pastorales et la recherche de bois de cuisson
6	Sécurité alimentaire et nutrition	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès aux denrées alimentaires de qualité
7	Energie	<ul style="list-style-type: none"> - manque d'énergie électrique et autre
8	Maîtrise de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'eau pour les activités agricoles - Inondations des champs et villages à certaines périodes

9	Infrastructures	- Manque de voies de communications et mauvais entretien de celles qui existent, rendant très difficile l'accès à certaines localités
10	Accès aux ressources	- Difficultés d'accès aux ressources productives (terre, eau, pâturage), notamment pour les femmes et les minorités Bororos
11	Entreprenariat des jeunes	- Inaptitude de beaucoup de jeunes à entreprendre une activité génératrice de revenus
12	Accès aux financements	- Difficultés d'obtenir des financements pour investir
13	Conseil et orientation des jeunes	- Les jeunes ne sont pas suffisamment conseillés et orientés vers des formations qualifiantes et/ou la création d'activités génératrices de revenus

Tenant compte des liens de causalité entre les treize préoccupations retenues en premier lieu, les thèmes prioritaires sont passés de treize à cinq (santé, éducation, gouvernance, sécurité alimentaire, environnement), puis à quatre (santé, éducation, gouvernance, environnement), pour finalement arriver à trois : santé, éducation et environnement. La sécurité alimentaire et la gouvernance demeurant aussi des préoccupations importantes pour les populations de ces régions.

Pour ces trois priorités, les attentes des populations et leurs propositions sont récapitulées dans le tableau qui suit :

Tableau 14 : Les trois priorités de développement dans le Grand Nord

N°	Priorités	Attentes	Actions à entreprendre		Ressources à mobiliser
1	Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissements de santé bien équipés et disposant d'un nombre suffisant de personnels médicaux qualifiés, y compris en milieu rural - Existence d'un système national fiable de couverture-maladie pour tous - Accès de tous les malades sans discriminations à des soins de santé de qualité 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser et équiper convenablement les infrastructures sanitaires, et les doter des personnels adéquats - Mettre en place un système national fiable de couverture-maladie pour tous - Créer des pharmacies de proximité - Promouvoir la bonne gouvernance et l'approche Droits humains dans la gestion des ressources et la fourniture des soins aux malades - Sensibiliser les populations à l'importance des services de santé et à la nocivité des médicaments de la rue - Créer des équipes de santé ambulantes pour les populations nomades - Renforcer la collaboration avec les tradipraticiens 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat, Privé - Etat, Privé - Etat, CTD, OSC, comités de santé, Privé - CTD, OSC, comités de santé, Privé 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes publiques et privées - Apports extérieurs multiformes

2	Education/ Formation	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissements scolaires bien équipés et disposant d'un nombre suffisant d'enseignants, y compris en milieu rural - Accès de tous les enfants et jeunes, sans discriminations, à une éducation primaire complète, et à des formations adaptées au marché du travail 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser et équiper convenablement les infrastructures éducatives et de formation professionnelle, et les doter des personnels adéquats - Sensibiliser les populations à l'importance de l'éducation pour tous les enfants, filles et garçons, et de l'enregistrement de toutes les naissances - Renforcer/adapter les curricula de formation au marché du travail - Créer des centres spécialisés pour conseiller et orienter les jeunes vers des formations qualifiantes et/ou la création d'activités génératrices de revenus - Créer des écoles nomades pour les enfants Bororos - Promouvoir la bonne gouvernance et l'approche Droits humains dans la gestion des ressources et l'accès aux structures éducatives et de formation 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat, Privé - Etat, CTD, Privé, OSC, APEE - CTD, OSC, Privé, APEE 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes publiques et privées - Apports extérieurs multiformes
3	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation de la dégradation de l'environnement par des activités agropastorales et la recherche du bois de cuisson - Interdiction stricte de l'utilisation de produits et objets polluants (gaz, objets plastiques, etc.) - Utilisation généralisée des énergies renouvelables 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations à la nécessité d'éviter la dégradation de l'environnement - Elaborer et mettre en œuvre de grands projets de reboisement et autres activités de protection/régénération des ressources naturelles, permettant en même temps de créer de nombreux emplois - Promouvoir la production d'objets en matières biodégradables, pour remplacer les objets plastiques - Promouvoir l'utilisation des foyers fonctionnant avec des énergies renouvelables 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat, CTD, OSC - Etat - Etat, CTD, OSC 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes publiques et privées - Apports extérieurs multiformes

Pour la mise en œuvre des actions proposées, on aura noté à Maroua un fort engagement des participants à travailler dans la sensibilisation des populations du Grand Nord, pour les amener à une plus grande utilisation des services de santé et surtout d'éducation, à une limitation des pratiques traditionnelles néfastes pour certaines catégories de personnes comme les femmes et les filles, et à une gestion plus rationnelle des ressources naturelles. Cette manière de promouvoir l'inclusion des populations dans le processus de développement est particulièrement pertinente dans cette partie du Cameroun, où certains us et coutumes peuvent constituer des freins au développement, et où les indicateurs sociaux actuels sont encore largement en-dessous des moyennes nationales d'il y a près de quinze ans.

De manière générale, les questions de l'adaptabilité du développement aux réalités locales et de la qualité des services publics ont été au centre des débats. En guise d'évaluation les participants ont exprimé leur satisfaction avec l'espoir que l'expérience de Maroua se renouvelle dans un futur proche : *«Nous sommes fiers d'avoir dit les priorités du Grand Nord dans les réflexions Post-2015 et espérons que notre voix sera entendue»*.

Consultations dans le Littoral et le Grand Ouest (16-17 avril 2013)

Les consultations à Bamenda ont regroupé la région du Littoral et les trois régions du Grand Ouest (Ouest, Nord-Ouest et Sud-Ouest). C'est la zone la moins pauvre du Cameroun, avec seulement 30% de la population pauvre du Cameroun pour 42% de la population totale. Ce sont les régions des grandes plantations des produits de rente et des grandes entreprises commerciales et industrielles, et aussi les mieux loties en infrastructures malgré les nombreuses insuffisances. Les principaux indicateurs de développement humain de ces régions montrent des situations en général au-dessus des moyennes nationales (voir tableaux 15 à 18).

Tableau 15 : Evolution de l'incidence de la pauvreté monétaire dans le Littoral⁸ et le Grand Ouest

N°	Régions	2001	2007	Observations
1	Littoral	35,5%	30,8%	Amélioration de 4,7%
2	Nord-Ouest	52,5%	51%	Amélioration de 1,5%
3	Ouest	40,3%	28,9%	Amélioration de 11,4%
4	Sud-Ouest	33,8%	27,5%	Amélioration de 6,3%
5	<i>Moyennes nationales</i>	40,2%	39,9%	Amélioration de 0,3%
6	<i>Milieu rural national</i>	52,1%	55%	Aggravation de 2,9%
7	<i>Milieu urbain national</i>	17,9%	12,2%	Amélioration de 5,7%

Tableau 16 : Taux net de fréquentation scolaire (des 6-11 ans) dans le Littoral et le Grand Ouest en 2011

N°	Régions	Garçons	Filles	Ensemble	Observations
1	Littoral	93,2%	95,3%	94,2%	Les taux de ces quatre régions sont largement au-dessus des moyennes nationales
2	Nord-Ouest	89,5%	92,7%	91,0%	
	Ouest	94,3%	95,0%	94,6%	
3	Sud-Ouest	90,5%	90,8%	90,6%	
4	<i>Moyennes nationales</i>	80,8%	76,1%	78,5%	

Tableau 17 : Indicateurs de santé dans le Littoral et le Grand Ouest

N°	Problématique	Littoral	Nord-Ouest	Ouest	Sud-Ouest	Moyennes nationales
1	Insuffisance pondérale des enfants	4,7%	7,1%	4,9%	8%	14,6%
2	Mortalité des enfants <5ans	106‰	68‰			122‰
3	Accouchements assistés	94%	94%	96%	80%	64%
4	Enfants complètement vaccinés	66%	83%	64%	75%	53%
5	Prévalence du VIH	3,9%	6,3%	2,8%	5,7%	4,3%

Tableau 18 : Autres indicateurs sociaux dans le Littoral et le Grand Ouest

N°	Problématique	Littoral	Nord-Ouest	Ouest	Sud-Ouest	Moyennes nationales
1	Femmes en polygamie	10,8%	14,9%	20,3%	9,6%	18,7%
2	Hommes sans instruction	0,7%	1,9%	0,2%	1,5%	9,5%
3	Femmes sans instruction	2,6%	6,3%	2,3%	2,8%	20%
4	Age des femmes/1ère union	19,8 ans	19,5 ans	18,8 ans	19,8%	18,5ans
5	Naissances non enregistrées	18,3%	29,3%	14,3%	47,1%	38,6%

⁸ Pour ces indicateurs, la région du Littoral ne comprend pas la ville de Douala

Ces indicateurs sont révélateurs des situations que vivent les populations dans cette partie du Cameroun, et que les participants ont analysées suivant neuf considérations jugées prioritaires.

Tableau 19 : Analyse de la situation par les participants dans le Littoral et le Grand Ouest

N°	Problématiques	Manifestations/ problèmes identifiés
1	Education/Formation	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès physique aux établissements scolaires - Insuffisances qualitative et quantitative du personnel éducatif - Manque de cadres adéquats pour l'éducation/formation des personnes vivant avec un handicap - Inadéquation Formation/Emploi - Insuffisance des ressources des parents pour envoyer les enfants à l'école
2	Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès physique aux structures de santé - Sous-équipement des structures de santé - Insuffisances qualitative et quantitative des personnels de santé - Mauvais accueil des malades dans les structures de santé - Prolifération des médicaments de la rue - Coûts des soins de santé hors de portée de la grande majorité des populations - Accès difficile des minorités et populations déplacées aux soins de santé
3	Sécurité alimentaire et nutrition	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès aux denrées alimentaires de qualité
4	Egalité de genre	<ul style="list-style-type: none"> - Nombreuses pratiques culturelles néfastes pour les femmes
5	Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de voies de communications et mauvais entretien de celles qui existent, rendant très difficile l'accès à certaines localités
6	Respect des droits civiques et politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Droits de nombreuses catégories de populations non respectés (femmes, enfants, personnes vivant avec un handicap, personnes vivant avec le VIH, minorités, etc.)
7	Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Chômage des jeunes - Inadéquation Formation/Emploi - Manque d'informations sur les opportunités d'emploi - Très peu de personnes handicapées dans les services publics
8	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation accélérée de l'environnement, notamment par les activités agro-pastorales et la recherche de bois de cuisson
9	Pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'avoir une activité génératrice de revenus, notamment pour les femmes et les personnes vivant avec un handicap

Tenant compte des liens de causalité entre les neuf préoccupations retenues en premier lieu, les thèmes prioritaires sont passés à six (santé, éducation, emploi, respect des droits civils et politiques, égalité de genre, infrastructures), puis à cinq (santé, éducation, emploi, respect des droits civils et politiques, infrastructures), pour finalement arriver à trois : santé, éducation et emploi ; Le respect des droits civiques et politiques ainsi que les infrastructures demeurant aussi des préoccupations importantes pour les populations de ces régions.

Pour ces trois priorités, les attentes des populations et leurs propositions sont récapitulées dans le tableau qui suit :

Tableau 20 : Les trois priorités de développement dans le Littoral et le Grand Ouest

N°	Priorités	Attentes	Actions à entreprendre	Principaux acteurs	Ressources à mobiliser
1	Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissements de santé bien équipés et disposant d'un nombre suffisant de personnels médicaux qualifiés, y compris en milieu rural - Existence d'un système national fiable de couverture-maladie pour tous - Accès de tous les malades (en ville et en milieu rural) sans discriminations à des soins de santé de qualité - Tendances à la baisse du taux de mortalité maternelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser et équiper convenablement les infrastructures sanitaires, et les doter des personnels adéquats - Mettre en place un système national fiable de couverture-maladie pour tous - Promouvoir la bonne gouvernance et l'approche Droits humains dans la gestion des ressources et la fourniture des soins aux malades - Sensibiliser les populations à la nocivité des médicaments de la rue - Encourager la recherche médicale au niveau national - Accroître l'accessibilité physique et financière des médicaments - Intensifier les campagnes de vaccination - Renforcer la collaboration avec les tradi-praticiens 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat, Privé - Etat, Privé - Etat, CTD, OSC, comités de santé, Privé - CTD, OSC, comités de santé, Privé 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes publiques et privées - Apports extérieurs multiformes
2	Education/ Formation	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissements scolaires bien équipés et disposant d'un nombre suffisant d'enseignants, y compris en milieu rural - Accès de tous les enfants et jeunes, sans discriminations, à une éducation primaire complète, et à des formations adaptées au marché du travail - Diminution importante du taux d'analphabétisme, notamment parmi les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser et équiper convenablement les infrastructures éducatives et de formation professionnelle, et les doter des personnels adéquats - Rendre effective la gratuité de l'enseignement primaire pour tous les enfants - Adapter les infrastructures et les manuels d'éducation pour faciliter l'accès aux personnes vivant avec un handicap - Augmenter les subventions au secteur privé de l'éducation/formation - Renforcer/adapter les curricula de formation - Instaurer/renforcer l'alphabétisation des adultes - Promouvoir la bonne gouvernance et l'approche Droits humains dans la gestion des ressources et l'accès aux structures éducatives et de formation 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat, Privé - Etat, CTD, APEE - Etat, CTD, OSC, Privé, APEE - Etat, CTD, APEE - Etat, CTD, OSC, Privé - Etat, CTD, OSC, Privé - Etat, CTD, OSC, Privé, APEE 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes publiques et privées - Apports extérieurs multiformes

3	Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Formations adaptées aux besoins des entreprises - Accès facilité et sans discrimination à un emploi décent, notamment pour les femmes et les jeunes - Diminution des taux de chômage et de sous-emploi 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer/renforcer les partenariats entre les institutions de formation et les entreprises - Promouvoir la création et le développement des entreprises, à travers la fiscalité et le cadre légal des affaires, et par la disponibilité de l'énergie et des infrastructures - Mettre en place des structures favorisant l'accès à la formation professionnelle des personnes vivant avec un handicap - Augmenter le SMIG à un minimum de 60 000 FCFA/mois - Faciliter l'accès des femmes et des jeunes à la terre - Intensifier l'agriculture de seconde génération, et créer une banque agricole - Promouvoir les «emplois verts» - Créer/renforcer les institutions publiques et privées de promotion d'emplois décents 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat, Privé - Etat, Privé 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes publiques et privées - Apports extérieurs multiformes
---	---------------	--	---	--	--

Pour l'élaboration et la mise en œuvre des actions de développement, les participants de Bamenda ont souhaité que l'Etat ne se contente plus d'écouter la société civile sans prendre en compte les propositions qu'elle formule sur la base des situations que vivent effectivement les populations. Ils pensent que les pouvoirs publics doivent continuer à jouer pleinement leur rôle de premiers investisseurs en matière de santé, d'éducation, de structures de promotion de l'emploi décent, et d'autres infrastructures de développement, tout en prévoyant des facilités pour permettre aux OSC, aux populations bénéficiaires et au secteur privé d'apporter leurs contributions.

Consultations dans le Centre-Sud et l'Est (3-4 mai 2013)

Le Grand Sud, situé dans la zone des forêts humides du Cameroun regroupe les régions du Centre, de l'Est et du Sud. De ces trois régions, l'Est présente les situations les plus préoccupantes en matière de développement humain (l'incidence de la pauvreté y a augmenté de près de trois points entre 2001 et 2007). Cependant, compte tenu de l'importance relative de la population de la région du centre où la pauvreté a fortement diminué, cette zone peut être considéré comme globalement non pauvre (voir tableaux 21 à 24).

Tableau 21 : Evolution de l'incidence de la pauvreté monétaire dans le Centre⁹-Sud et l'Est

N°	Régions	2001	2007	Observations
1	Centre	48,2%	41,2%	Améliorations de 7%
2	Est	44%	50,4%	Aggravation de 6,4%
3	Sud	31,5%	29,3%	Amélioration de 2,2%
4	<i>Moyennes nationales</i>	40,2%	39,9%	Amélioration de 0,3%
5	<i>Milieu rural national</i>	52,1%	55%	Aggravation de 2,9%
6	<i>Milieu urbain national</i>	17,9%	12,2%	Amélioration de 5,7%

⁹ Pour ces indicateurs, la région du Centre ne comprend pas la ville de Yaoundé

Tableau 22 : Taux net de fréquentation scolaire (des 6-11 ans) dans le Centre-Sud et l'Est en 2011

N°	Régions	Garçons	Filles		Observations
1	Centre	90,5%	92,7%	91,6%	Les taux de ces trois régions sont largement au-dessus des moyennes nationales
2	Est	84,3%	86,1%	85,2%	
3	Sud	93,0%	89,6%	91,4%	
4	Moyennes nationales	80,8%	76,1%	78,5%	

Tableau 23 : Indicateurs de santé dans le Centre-Sud et l'Est

N°	Problématique	Centre	Est	Sud	Moyennes	Observations
1	Insuffisance pondérale des enfants	8,3%	15,4%	10,1%	14,6%	
2	Mortalité des enfants <5ans	121‰			122‰	
3	Accouchements assistés	79%	49%	82%	64%	
4	Enfants complètement vaccinés	52%	47%	35%	53%	
5	Prévalence du VIH	6,1%	6,3%	7,2%	4,3%	

Tableau 24 : Autres indicateurs sociaux dans le Centre-Sud et l'Est

N°	Problématique	Centre	Est	Sud	Moyennes	
1	Femmes en polygamie	11,2%	15,2%	6,8%	18,7%	
2	Hommes sans instruction	1,3%	7,4%	1,4%	9,5%	
3	Femmes sans instruction	2,1%	15,3%	1,1%	20%	
4	Age des femmes/1ère union	19,6 ans	18,3 ans	20,4 ans	18,5ans	
5	Naissances non enregistrées	29,7%	44%	37,5%	38,6%	

Ces indicateurs sont révélateurs des situations que vivent les populations dans cette partie du Cameroun, et que les participants ont analysées suivant six considérations jugées prioritaires.

Tableau 25 : Analyse de la situation par les participants dans le Centre-Sud et l'Est

N°	Problématiques	Manifestations/ problèmes identifiés
1	Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès physique aux structures de santé - Sous-équipement des structures de santé - Insuffisances qualitative et quantitative des personnels de santé - Mauvais accueil des malades dans les structures de santé - Coûts des soins de santé hors de portée de la grande majorité des populations - Prolifération des médicaments de la rue - Non valorisation des savoir-faire traditionnels en matière de pédiatrie et d'accouchement - Résistance des populations aux programmes de vaccination et au dépistage du VIH
2	Education	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès physique aux établissements scolaires - Insuffisances qualitative et quantitative du personnel éducatif - Manque de cadres adéquats pour l'éducation/formation des personnes vivant avec un handicap - Inadéquation Formation/Emploi - Ineffectivité de la gratuité de l'école primaire
3	Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Chômage des jeunes - Inadéquation Formation/Emploi - Manque d'informations sur les opportunités d'emploi - Très peu de personnes handicapées dans les services publics

4	Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'une politique cohérente de développement durable - Non traduction dans les lois, des conventions signées par le Cameroun sur l'environnement - Dégradation accélérée de l'environnement
5	Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de voies de communications et mauvais entretien de celles qui existent, rendant très difficile l'accès à certaines localités
6	Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise utilisation des ressources financières, humaines et logistiques allouées à la fourniture des services publics ou à la réalisation des projets de développement

Tenant compte des liens de causalité entre les six préoccupations retenues en premier lieu, les thèmes prioritaires sont passés à cinq (santé, éducation, emploi, gouvernance, infrastructures), pour finalement arriver à trois : santé, éducation et emploi. Les infrastructures et la gouvernance demeurent aussi des préoccupations importantes pour les populations de ces régions.

Pour ces trois priorités, les attentes des populations et leurs propositions sont récapitulées dans le tableau qui suit :

Tableau 26 : Les trois priorités de développement dans le Centre-Sud et l'Est

N°	Priorités	Attentes	Actions à entreprendre	Principaux acteurs	Ressources à mobiliser
1	Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Etablissements de santé bien équipés et disposant d'un nombre suffisant de personnels médicaux qualifiés, y compris en milieu rural - Existence d'un système national fiable de couverture-maladie pour tous - Accès de tous les malades (en ville et en milieu rural) sans discriminations à des soins de santé de qualité - Tendance à la baisse du taux de mortalité maternelle 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser et équiper convenablement les infrastructures sanitaires, et les doter des personnels adéquats - Mettre en place un système national fiable de couverture-maladie pour tous - Promouvoir la bonne gouvernance et l'approche Droits humains dans la gestion des ressources et la fourniture des soins aux malades - Sensibiliser les populations à l'utilité de la vaccination - Faciliter l'utilisation des langues locales dans les formations sanitaires - Mise en place de programmes de santé adaptés aux populations Pygmées - Sensibiliser les populations à la nocivité des médicaments de la rue - Accroître l'accessibilité physique et financière des médicaments - Renforcer la collaboration avec les accoucheuses traditionnelles et autres tradi-praticiens 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat, Privé - Etat, Privé - Etat, CTD, OSC, comités de santé, Privé - CTD, OSC, comités de santé, Privé 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes publiques et privées - Apports extérieurs multiformes

2		<ul style="list-style-type: none"> - Etablissements scolaires bien équipés et disposant d'un nombre suffisant d'enseignants, y compris en milieu rural - Accès de tous les enfants et jeunes, sans discriminations, à une éducation primaire complète, et à des formations adaptées au marché du travail 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser et équiper convenablement les infrastructures éducatives et de formation professionnelle, et les doter des personnels adéquats - Mettre en place des structures favorisant l'accès à l'éducation des personnes vivant avec un handicap - Adapter les programmes scolaires aux réalités locales - Former des traducteurs et enseignants issus des minorités pygmées - Augmenter les subventions au secteur privé de l'éducation/formation - Promouvoir la bonne gouvernance et l'approche Droits humains dans la gestion des ressources et l'accès aux structures éducatives et de formation 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat, Privé - Etat, CTD, APEE - Etat, CTD, OSC, Privé, APEE - Etat, CTD, APEE - Etat, CTD, OSC, Privé - Etat, CTD, OSC, Privé - Etat, CTD, OSC, Privé, APEE 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes - Apports publics et privées - Apports extérieurs multiformes
3	Emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Formations adaptées aux besoins des entreprises - Accès facilité et sans discrimination à un emploi décent, notamment pour les femmes et les jeunes - Diminution des taux de chômage et de sous-emploi 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer/renforcer les partenariats entre les institutions de formation et les entreprises - Promouvoir la création et le développement des entreprises, à travers la fiscalité et le cadre légal des affaires, et par la disponibilité de l'énergie et des infrastructures - Mettre sur pied des programmes de formation et le renforcement des capacités des jeunes, à la création et à la gestion des entreprises - Promouvoir l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs tels que l'agropastoral, les mines, et la foresterie durable - Former les acteurs du secteur informel - Mettre en place des structures favorisant l'accès à la formation professionnelle des personnes vivant avec un handicap - Mettre sur pied des programmes qui promeuvent l'emploi des minorités, qui peuvent par exemple être formés comme guides touristiques - Faciliter l'accès des PME aux financements - Intensifier l'agriculture de seconde génération - Créer/renforcer les institutions publiques et privées de promotion d'emplois décents 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat, Privé - Etat, Privé 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes - Apports publics et privées - Apports extérieurs multiformes

En guise d'évaluation de la consultation, les participants ont estimé que **“le futur qu'ils veulent est déjà là”**, puisqu'ils ont eu l'opportunité d'être témoins d'une nouvelle approche susceptible d'assurer l'inclusivité de tout le monde : **“Si les choses continuent d'être menées de cette manière, nous sommes confiants que les minorités comme les Pygmées Baka pourront réellement prendre part au processus de développement”**. Ils ont apprécié le fait qu'au travers de cette consultation sous-nationale, ils perçoivent que le développement après 2015 sera véritablement centré sur les gens, et soutenable sur le plan environnemental.

Consultation à Douala (19 avril 2013)

Une consultation spéciale a été organisée le 19 avril à Douala, capitale économique du Cameroun. Les échanges y étaient relatifs aux préoccupations du secteur privé formel et du secteur informel. Pour cette raison, après présentation de l'objectif des consultations Post-2015 et des contextes international et national dans lesquels elles se tiennent, les participants ont travaillé en trois groupes :

- Production et transformation économique;
- Gouvernance et environnement des affaires
- Partenariat économique

Les freins au développement du secteur privé identifiés par les trois groupes peuvent être récapitulés comme suit :

Tableau 27 : principaux freins au développement du secteur privé

N°	Groupes	Problèmes identifiés
1	Production	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès à des espaces exploitables par les entreprises - Difficultés d'acquisition des outils de production par les entreprises - Insuffisance d'énergie électrique - Insuffisance d'infrastructures de transport - Insuffisance des contrôles-qualité des produits consommés - Insuffisance d'expertise technique des entreprises
2	Gouvernance et environnement des affaires	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'accès à l'information utile pour les entreprises - Difficultés d'accès au financement des investissements des entreprises - Soutien insuffisant de la production locale face aux importations - Sur-taxation - Trop bas niveau du salaire minimum garanti - Manque de transparence dans les mécanismes de passation des marchés publics - Lourdeurs administratives favorisant la corruption dans le traitement des dossiers des entreprises par les personnels de l'Etat
3	Partenariat économique	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'informations des acteurs économiques camerounais sur les accords de partenariat économique avec l'Union Européenne (APE) - Inégalités entre le système économique camerounais et ceux des pays développés - Fragilisation de l'économie nationale du fait des plans de restructuration - Difficultés de recouvrement des créances sur l'Etat - Insuffisance des instances de dialogue entre le secteur privé et le gouvernement

Après cette analyse de la situation, les participants ont retenu huit préoccupations majeures sur lesquelles les efforts devraient être concentrés, pour permettre au secteur privé de jouer le rôle attendu de lui dans le développement du Cameroun :

- Ethique et moralisation dans la gestion des affaires ;
- Infrastructures ;
- Cadre legal et réglementaire ;
- Formalisation du secteur informel ;
- Redéfinition du contenu des APE pour la prise en compte des spécificités nationales ;
- Multiplication des plateformes de dialogue entre les secteurs public et privé ;
- Amélioration du système éducatif ;
- Access au financement.

Tenant compte des liens de causalité entre les huit préoccupations retenues en premier lieu, les thèmes prioritaires sont passés à quatre (éducation/formation, cadre légal, accès au financement, infrastructures), pour finalement arriver à trois : éducation/formation, cadre légal, infrastructures ; l'accès au financement pouvant être amélioré dans le cadre légal.

Pour ces trois priorités, les attentes et les propositions des participants sont récapitulées dans le tableau qui suit :

Tableau 28 : Les trois priorités de développement pour le secteur privé

N°	Priorités	Attentes	Actions à entreprendre	Principaux acteurs	Ressources à mobiliser
1	Education et Formation Professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Education et formations adaptées aux enjeux et défis de l'environnement national, régional et international. - Capacités des entreprises nationales renforcées 	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser et équiper convenablement les infrastructures éducatives et de formation technique et professionnelle, et les doter des personnels adéquats - Adapter les programmes éducatifs et de formation technique et professionnelle aux réalités nationales - En particulier, ré-instituer l'enseignement de la morale depuis les basses classes - Renforcer les programmes de mise à niveau des entreprises - Sensibiliser et former les opérateurs du secteur informel 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat, CTD, Privé - Etat, CTD, Privé - Etat - Etat, Privé - Etat, CTD, OSC, Privé 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes publiques et privées - Apports extérieurs multiformes
2	Cadre legal	Textes législatifs et réglementaires favorables au développement des activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre/réviser les textes dans tous les domaines - Créer une banque de donnée des entreprises, et l'utiliser, entre autres, pour faciliter l'accès aux financements 	Etat	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes publiques et privées - Apports extérieurs
3	Infra-structures	Infrastructures de toutes natures adaptées aux besoins du développement du Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser et assurer la maintenance des infrastructures (voies de communication, télécommunications, énergie, autres infrastructures de facilitation des activités) 	- Etat, Privé	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources internes publiques et privées - Apports extérieurs multiformes

En conclusion, les participants ont souhaité un partenariat inclusif entre tous les acteurs intervenant dans le tissu économique, notamment entre les grands et les petits pour dégager des synergies. La vision collective du secteur privé dans la perspective Post-2015 est de passer rapidement du discours à une action efficace dans la mise en œuvre des stratégies de développement.

Consultation nationale à Yaoundé (28-29 mai 2013)

RESUME DES DISCUSSIONS A LA CONSULTATION NATIONALE

Analyse des préoccupations par Groupe Thématique

GRUPE 1 : DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

PREOCCUPATIONS	FACTEUR D'ECHEC	FACTEUR DE SUCCES	CONDITION D'AMELIORATION
Les problèmes d'accès, d'achèvement et d'équité	<p>Seuls 27% d'enfants ont accès à une éducation préscolaire et 88% d'enfants ont accès à l'éducation primaire. Ces enfants défavorisés sont en majorité les enfants des minorités ethniques (Bakas, Bororos), handicapés et les filles des ZEP du fait des pesanteurs socioculturelles, de l'extrême pauvreté des familles et des infrastructures inadaptées; Le taux élevé de déperdition scolaire des jeunes filles dans les zones d'éducation prioritaires. Cette disparité est due fille/garçon est due aux pesanteurs socioculturelles. le - taux de transition nationale du primaire au secondaire général est de 56,06% chez les filles contre 27,06% pour les garçons. Tandis ce taux pour l'enseignement technique est 12,44% chez la fille contre 18,06% ;</p>		<p>Augmenter la construction des infrastructures ; Allouer de façon efficace et efficiente des infrastructures dans les zones rurales ; Réduire les disparités filles/garçons en sensibilisant les parents, promouvoir l'éducation des filles à travers les bourses scolaires, l'octroi des paquets éducatifs essentiels et les manuels essentiels ; Former les enseignants spécialiser à mêmes de transmettre les connaissances aux enfants handicapés (sourd-muet, aveugle, autiste...). Développer et mettre en œuvre des alternatives (éducation non formelle, programme de réinsertion scolaire et centre préscolaire communautaire)</p>
Les problèmes liés à la gouvernance (transparence, reddition des comptes de l'éducation, esprit d'équipe...)	<p>Le souci de regroupement familial dû au taux élevé des femmes dans le métier d'enseignant crée un déséquilibre dans la répartition des enseignants ; L'influence du politique dans la mise en œuvre de la carte scolaire qui impacte la répartition des infrastructures et des ressources humaines ; L'absence des mesures incitatives pour les enseignants affectés dans les zones d'éducation prioritaires. Démotivation des enseignants due au mauvais traitement salariale</p>		<p>Mise en application rigoureuse des mesures visant la gratuité de l'éducation ; Améliorer le traitement des enseignants ; Construire des logements d'astreinte et rendre disponible les services de base tel que l'eau, l'électricité pour les enseignants affectés dans les zones rurales ;</p>
La pertinence et la qualité du système éducatif ;	<p>L'inadéquation formation/emploi ; Curricula de formations inadaptées à l'évolution de la science et de la technologie; Acquis scolaires non maîtrisés et encadrement inadéquat des apprenants dus à l'insuffisance des enseignants qualifiés et d'infrastructure qui influent sur la qualité de l'éducation. Comme conséquence de cette situation, on observe d'une part les effectifs pléthoriques en zone urbaine et d'autre part le manque d'enseignants en zone rurale L'accessibilité des manuels scolaires et des guides des enseignants/formateurs qui ne sont pas toujours disponible. Le taux de disponibilité oscille entre 4% et 11% ; Contenus de formations inadaptés;</p>		<p>Equipement des établissements scolaires permettant de résoudre l'obsolescence des plateaux techniques ; Inciter les jeunes à s'inscrire dans les filières techniques et professionnelles ; Identifier les filières porteuses et leur arrimer les curricula de formation; Introduire des curricula de formation qui cadrent avec les priorités ; Créer un environnement favorable qui permettrait aux enseignants et aux enfants d'avoir accès aux services de santé tel que l'assurance maladie, et les mutuels de santé ;</p>

PREOCCUPATIONS	FACTEUR D'ECHEC	FACTEUR DE SUCCES	CONDITION D'AMELIORATION
SANTE			
<p>Faible fréquentation des formations sanitaires par les populations</p>	<p>Coûts élevés des prestations (par rapport au pouvoir d'achat des populations) Plateaux techniques obsolètes (utilisateurs non qualifiés, appareils non fonctionnels, absence de maintenance, équipements non renouvelés) Pesanteurs culturelles (tabous, croyances, pratiques) Mauvaise qualité des services Insuffisances qualitative et quantitative des personnels de santé Gouvernance (corruption, mauvaises conditions de travail, absence de motivation ou de mesures incitatives pour les personnels de santé, mauvaise répartition des effectifs) insuffisante communication pour lever certaines pesanteurs socio-culturelles Non-respect de la carte sanitaire (forte influence des élites politiques dans la mise en place effective entraînant le détournement et le changement des sites d'implantation)</p>		<p>Redynamiser la vaccination de routine(pour prévenir les maladies des enfants évitables par la vaccination) Etendre la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant Promouvoir la Consultation Périnatale (CPN) et l'accouchement assisté par un personnel de santé qualifié Subventionner la prise en charge gratuite de la femme enceinte jusqu'à l'accouchement Rendre disponible et sécuriser les produits sanguins Repositionner la planification familiale (PF) Promouvoir la prévention du VIH et de la tuberculose et le suivi des soins(dépistage volontaire) Mettre en place un mécanisme permettant la participation de la diaspora</p>
EMPLOI			
<p>Taux de chômage élevé chez les jeunes</p>	<p>Peu d'opportunités d'emploi Inadéquation formation/emploi Manque d'esprit d'entreprise chez les jeunes Manque d'industrie de transformation des matières premières Faible niveau d'instruction des promoteurs d'entreprise L'absence de l'expertise dans l'accompagnement des producteurs sur les méthodes de conservation des produits locaux</p>		<p>-développer les industries agroalimentaires et mettre l'accent sur la transformation des produits locaux en assistant les promoteurs dans le processus et la commercialisation - développer les infrastructures routières pour désenclaver les zones de production -encourager l'exportation et promouvoir le label Cameroun -Créer des mesures incitatives pour les produits locaux -Adapter la politique d'accompagnement des institutions financières aux besoins des PME/PMI -promouvoir les méthodes de conservation des produits ; - régler le coût de l'électricité pour permettre la diminution des coûts de production</p>
<p>Absence d'une réglementation en matière de protection sociale pour certaines catégories professionnelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'information - Insuffisance d'information relative à l'application des textes sur la sécurité sociale - Le refus d'application par la plupart des chefs d'entreprises du secteur privé - Corruption accrue dans les traitements des dossiers (remboursement des frais médicaux, pension retraite etc.) - Trafic d'influence entraînant la discrimination dans les traitements des dossiers - inexistence des mutuelles dans certaines administrations et des textes organisant ces dernières - chefs d'entreprises et travailleurs non formés 		<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place et diffusion d'un cadre réglementaire de protection sociale pour tous les secteurs d'activité (secteur formel et informel, - Identification systématique des chômeurs pour promouvoir des mesures spécifiques de protection sociale) ; - Application des mesures réglementaires en matière de gouvernance - Sensibilisation des travailleurs et des chefs d'entreprises aux fondements de la sécurité sociale ;

CONSULTATIONS NATIONALES POUR L'AGENDA DE DEVELOPPEMENT POST-2015 AU CAMEROUN

PREOCCUPATIONS	FACTEUR D'ECHEC	FACTEUR DE SUCCES	CONDITION D'AMELIORATION
<p>Mauvaise état nutritionnel des enfants et de la population en général :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par manque (malnutrition chronique, carence en micronutriments, malnutrition aigüe.) - Par excès (obésité, maladies chroniques) 	<ul style="list-style-type: none"> - La non prise en compte de la nutrition comme un axe stratégique de développement et comme conséquence la nutrition ressort timidement dans le DSCE et dans le politiques sectoriels - L'ancrage institutionnel non approprié - L'approche n'est pas synergétique ni multisectorielle. 	<p>La prise de conscience de l'importance de la nutrition et par conséquence l'adhésion au SUN-Carling Up nutrition et l'intégration dans le Programme Détaillée pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA)</p> <p>Développement de politiques sectorielles- (plan, protocole et fortification alimentaire.).</p> <p>Renforcement du partenariat publique prive.- Réussite de la fortification alimentaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - S'intéresser également au retard de croissance et non seulement au déficit pondéral- dans les OMD - Promouvoir une plateforme de coordination multisectorielle et multi partenariale (gouvernement, donateurs, société civile, secteur privé, monde académique.....) - Développer la collaboration avec les institutions de recherches afin d'initier et mettre en œuvre des recherches dans les domaines de la nutrition et de l'alimentation au Cameroun - Alignement derrière un cadre commun de résultats de la nutrition (CCR) et mise en place d'un système de suivi et évaluation - Introduction effective de la nutrition dans les politiques sectorielles et de développement.- Assurer que les indicateurs nutritionnels sont inclus dans les stratégies sectorielles y compris la stratégie de développement des services sociaux

GROUPE 2 : INCLUSION ET EQUITE

PREOCCUPATIONS	FACTEURS D'ECHEC	FACTEURS DE SUCCES	CONDITIONS D'AMELIORATION
	EDUCATION		
<p>Sous-scolarisation des personnes vulnérables (enfants, femmes, personnes âgées, réfugiées et déplacés, personnes handicapées, autochtones et minorités)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Inadaptation des curricula et des méthodes d'enseignement aux besoins spécifiques - Pesanteurs socio-culturelles - Discrimination à l'encontre des groupes vulnérables (notamment les jeunes filles) - Pauvreté (insuffisance des ressources) financières) des familles - Démotivation du personnel enseignant - Répartition inégale du personnel sur l'étendue du territoire - Désertion des postes éloignés ou se trouvant dans des localités enclavées - Eloignement des pôles de décision - Insuffisance et inadéquation des infrastructures aux besoins spécifiques des personnes vulnérables 		<ul style="list-style-type: none"> - Adapter les curricula, les méthodes d'enseignement et les infrastructures aux besoins spécifiques des groupes vulnérables - Prendre en compte les spécificités socio culturelles dans les programmes d'éducation - Adopter l'approche genre dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique éducative de l'Etat - Adapter l'offre de protection sociale (notamment l'assurance maladie) aux besoins spécifiques des groupes vulnérables - Etendre la couverture sociale et les prestations familiales au bénéfice des groupes vulnérables - Rendre Gratuits les vaccins et les soins de santé primaire, infantiles et maternels - Renforcer les mesures incitatives permettant d'attirer et maintenir le personnel enseignant dans les zones reculées - Mise en place ou renforcer les infrastructures socio-économiques de base - Accélérer le processus de la décentralisation - Mise en place des infrastructures adaptées aux besoins spécifiques des personnes vulnérables

SANTE		
<p>Inaccessibilité géographique et financière des groupes vulnérables aux infrastructures sanitaires de base</p> <p>Insuffisance du personnel en qualité et en quantité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Répartition inégale du personnel de santé sur l'étendue du territoire - Désertion du personnel médical des postes éloignés ou enclavés - Faible utilisation des services de base - Inadéquations des curricula et des méthodes de formation du personnel médical aux besoins spécifiques des personnes vulnérables - Insuffisance quantitative du personnel - Pesanteurs socioculturels - Faiblesse du pouvoir d'achat des groupes vulnérables (insuffisance des ressources matérielles et financières) - Eloignement des pôles des décisions - Insuffisance et inadéquation des infrastructures aux besoins spécifiques des personnes vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer une répartition équitable du personnel de santé et mettre en place des infrastructures socio-économiques de base - Mettre en place des mesures incitatives permettant d'attirer et maintenir le personnel médical dans les zones reculées ou enclavées - Mettre en place ou renforcer les infrastructures socioéconomiques de base - Associer les accoucheuses traditionnelles aux sages-femmes des établissements hospitaliers - Former et déployer davantage des sages-femmes - Mettre en place des infrastructures adaptées aux besoins spécifiques des personnes vulnérables - Adapter les curricula de formation du personnel médical à la prise en charge des personnes vulnérables - Prendre en compte les spécificités socioculturelles dans les programmes d'éducation - Recruter et former davantage de personnel médical - Répartir de manière équitable le personnel sur l'ensemble du territoire - Accélérer le processus de la décentralisation - Accès géographique et financier des groupes vulnérable aux prestations de protection sociale - Associer les accoucheuses traditionnelles et renforcer la collaboration avec le personnel médical des hôpitaux - Adapter la protection sociale aux besoins spécifiques des groupes vulnérables - Créer une couverture sociale et des prestations familiales au bénéfice des groupes vulnérables - Mettre en place des mesures incitatives permettant d'attirer et maintenir le personnel médical affecté dans les zones reculées ou Répartition inégale du personnel de santé sur l'étendue du territoire - Désertion du personnel médical des postes éloignés ou enclavés - Faible utilisation des services de base - Inadéquations des curricula et des méthodes de formation du personnel médical aux besoins spécifiques des personnes vulnérables - Insuffisance quantitative du personnel - Pesanteurs socioculturels - Faiblesse du pouvoir d'achat des groupes vulnérables (insuffisance des ressources matérielles et financières) - Démotivation du personnel médical - Eloignement des pôles des décisions - Insuffisance et inadéquation des infrastructures aux besoins spécifiques des personnes vulnérables enclavées - Accélérer le processus de la décentralisation - Mettre en place des infrastructures adaptées aux besoins spécifiques des personnes vulnérables

EMPLOI		
<ul style="list-style-type: none"> - Inaccessibilité des groupes vulnérables aux emplois décents (enfants, femmes, personnes âgées, réfugiées et déplacés, personnes handicapées, autochtones et minorités); 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau d'instruction - Inadéquation des curricula aux postes ouverts - Insuffisance globale des offres d'emploi - Inégalité d'accès et discrimination dans l'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter les curricula, les méthodes d'enseignement et les infrastructures aux besoins spécifiques des groupes vulnérables - Prendre en compte les spécificités socio culturelles dans les programmes d'éducation orientés vers les groupes vulnérables - Adapter les stratégies HIMO pour résorber le chômage - Promouvoir l'auto-emploi - Accentuer les formations en entrepreneuriat et le management des projets - Financer à des conditions préférentielles les microprojets et les activités génératrices des revenus - Prendre en compte l'approche genre dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de formation professionnelle et de l'emploi - Adopter des mesures de discrimination positive en faveur des groupes vulnérables
ENVIRONNEMENT		
<ul style="list-style-type: none"> - Inaccessibilité des groupes vulnérables aux ressources renouvelables - Inaccessibilité des groupes vulnérables aux technologies vertes 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès à la terre notamment pour les femmes - Destruction du milieu 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès des groupes vulnérables notamment les femmes, à la terre - Préserver l'environnement et la biodiversité - Convertir les habitudes socioculturelles à la gestion durable des ressources - Développer les technologies utilisant les énergies renouvelables - Intégrer le développement durable dans les curricula du système éducatif (formation initiale, continue, professionnelle, en alternative) du Cameroun

GRUPE 3 : JEUNESSE ET EMPLOI

PREOCCUPATIONS	FACTEURS D'ECHEC	FACTEUR DE SUCCES	CONDITIONS D'AMELIORATION ET ATTENTES
EMPLOI			
<ul style="list-style-type: none"> - Inadéquation formation-emploi ou besoins des entreprises - Absence d'un esprit de volontariat - Accessibilité des infrastructures pour les personnes à mobilité réduite - Niveau d'investissement faible dans les infrastructures sociales de bases - Difficulté d'accès équitable au crédit pour les jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> - Politiques gouvernementales inadaptées - Non valorisation de l'éducation technique ou professionnelle - Déficit de développement de l'accès aux TIC - Faible financement des besoins des formations techniques et professionnelles - Faible développement de l'assurance qualité des formations - Manque d'information des jeunes - Absence d'une stratégie nationale de volontariat - Non application de la stratégie d'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux édifices publics et privés - Manque de l'équipement minimal de déplacement pour les PMR. - Manque de cohérence ou de synergie dans la chaîne PPBS - Forte prévalence de la corruption dans la gestion des marchés publics - Déficit de vulgarisation de l'information sur l'accès au crédit - Produits et services financiers inadaptés pour les jeunes 		<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une plate-forme de concertation nationale sur le financement de la formation professionnelle - Mise en place d'un programme de suivi évaluation de l'insertion post formation - Mise en place d'une politique d'appui au financement de la formation professionnelle - Stage mandataire d'un an des jeunes spécialistes en tant que volontaires au niveau national et particulièrement en milieu rural - Introduction de l'éducation au volontariat dans les programmes scolaires primaires et secondaires - Vulgarisation et mise en place d'un processus de suivi évaluation de la stratégie d'accessibilité aux édifices publics et privés des PMR - Amélioration de la gouvernance et de la transparence dans la chaîne PPBS - Affecter plus de crédits à l'investissement qu'au fonctionnement - Promotion des plates-formes de dialogue et de concertation des jeunes - Mise en place d'un fonds de garantie opérationnel en faveur des jeunes - Créer des guichets spécialisés pour les jeunes auprès des établissements financiers - Former les jeunes à l'auto emploi, à la gestion d'entreprise et à la mobilisation des ressources
EDUCATION			
<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance / défaillances de l'orientation scolaire à la base - Coût élevé des formations professionnelles - Accessibilité des infrastructures pour les personnes à mobilité réduite - Niveau d'investissement faible dans les infrastructures sociales de bases - Difficulté d'accès équitable au crédit pour les jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance et mauvaise utilisation des personnels d'orientation qualifiés - Carence d'une politique d'orientation scolaire efficiente dès la maternelle - Manque de sensibilisation des parents sur les capacités professionnelles de leurs enfants - Faible valorisation des acquis ou qualification des compétences - Insuffisance des institutions de formation professionnelles - Faible implication de l'Etat et des partenaires privés à la formation professionnelle ; - Faible pouvoir d'achat des familles - Non application de la stratégie d'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux édifices publics et privés - Manque de l'équipement minimal de déplacement pour les PMR. - Manque de cohérence ou de synergie dans la chaîne PPBS - Forte prévalence de la corruption dans la gestion des marchés publics - Déficit de vulgarisation de l'information sur l'accès au crédit - produits et services financiers inadaptés pour les jeunes 		<ul style="list-style-type: none"> - Accélérer la mise en œuvre de la politique d'orientation scolaire et universitaire - Adoption et promulgation du projet de loi sur le financement des formations professionnelles - Mise en œuvre des mécanismes innovants de financement de la formation professionnelle - Vulgarisation et mise en place d'un processus de suivi évaluation de la stratégie d'accessibilité aux édifices publics et privés des PMR - Amélioration de la gouvernance et de la transparence dans la chaîne PPBS - Affecter plus de crédits à l'investissement qu'au fonctionnement - Promotion de la plate-forme de dialogue et de concertation des jeunes - Mise en place d'un fonds de garantie opérationnel en faveur des jeunes - Créer des guichets spécialisés pour les jeunes auprès des établissements financiers - Former les jeunes à l'auto emploi, à la gestion d'entreprise et à la mobilisation des ressources

SANTE

<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès à l'information sur la santé sexuelle et reproductive - Difficulté d'accès aux services de santé pour les jeunes - Difficulté d'accès équitable au crédit pour les jeunes - Accessibilité des infrastructures pour les personnes à mobilité réduite - Niveau d'investissement faible dans les infrastructures sociales de bases - Absence d'une politique incitative pour éviter l'exode rural - Climat des affaires peu incitatif - Faible modernisation de l'appareil de production - Conditions d'insertion des jeunes (1^{ère} expérience requise trop importante) - Insuffisance d'organisation, de structuration des PME - Faible couverture en matière de sécurité sociale liée à l'absence d'une assurance chômage - Faible accès aux sources d'énergie et leur implication sur l'éducation, la santé, infrastructures de production 	<ul style="list-style-type: none"> - Déficit d'éducation formelle et familiale - Mauvaise qualité des services d'information en matière de santé de la reproduction - Déficit de l'offre d'information - Existence des pratiques culturelles néfastes - Déficit de l'offre d'accès aux services de santé - Déficit de vulgarisation de l'information sur l'accès au crédit - produits et services financiers inadaptés pour les jeunes - Non application de la stratégie d'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux édifices publics et privés - Manque de l'équipement minimal de déplacement pour les PMR. - Manque de cohérence ou de synergie dans la chaîne PPBS - Forte prévalence de la corruption dans la gestion des marchés publics - Absence d'infrastructures sociales de base en zone rurale - Cadre peu propice pour le développement des PME - Faible diversification de notre économie 	<ul style="list-style-type: none"> - Introduction des modules de compétence de vie courante et d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extra-scolaire ; - Mise en place d'un réseau de partage d'infos - Mise en place de centres d'écoute pour les jeunes - Renforcer l'éducation à la vie familiale chez les femmes et les jeunes filles - Renforcer le financement des centres multifonctionnels de promotion des jeunes (CMPJ) - Susciter la demande pour l'utilisation des services de santé reproductive pour les ados et les jeunes. - Mise en place d'un système de sécurité sociale prenant en compte des jeunes de différentes conditions - Promotion des plates-formes de dialogue et de concertation des jeunes - Mise en place d'un fonds de garantie opérationnel en faveur des jeunes - Créer des guichets spécialisés pour les jeunes auprès des établissements financiers - Former les jeunes à l'auto emploi, à la gestion d'entreprise et à la mobilisation des ressources - Vulgarisation et mise en place d'un processus de suivi évaluation de la stratégie d'accessibilité aux édifices publics et privés des PMR - Amélioration de la gouvernance et de la transparence dans la chaîne PPBS - Affecter plus de crédits à l'investissement qu'au fonctionnement - Amélioration des conditions de maintien des jeunes en milieu rural - Promotion de l'entreprenariat jeune en milieu rural - Faciliter l'accès équitable à la terre pour les jeunes - Mise en place d'une politique équitable du foncier en milieu rural.
--	--	---

GROUPE 4 : ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Facteurs d'échecs	Facteurs de succès	Conditions d'amélioration/Attentes
<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des modules de formation relatifs à l'environnement dans le système éducatif - Les changements climatiques ont une influence négative sur la ressource humaine affectée dans le cadre éducatif ; - Faible sensibilisation des populations à la base sur les effets du Changement climatique ; - Insuffisance des données scientifiques permettant d'apprécier les changements climatiques sur l'écosystème 		<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des modules de Formation/Education à l'environnement dans le système éducatif même au supérieur - Bonifier les conditions de travail pour le personnel éducatif affecté dans des zones à climat rude ; - Accent sur la formation et la mise en œuvre des DRS/CES ; - Accent sur le Financement des études et travaux scientifiques et techniques
SANTE		
<ul style="list-style-type: none"> - Prolifération des maladies endémiques ; - Insuffisance des experts du secteur médical - La destruction de l'écosystème fragilise la santé des populations - Pollution - Urbanisation galopante et anarchique - Inondation augmente le taux de maladies - Désertification intensifie le changement climatique ; - Perte de la biodiversité et la conservation (Produit forestier non ligneux PFNL) - Non prise en compte de la norme qualité dans le processus de transformation des produits agricoles ; - Négligence de la prise en compte du genre dans la santé - Forte mortalité maternelle - Forte mortalité infantile 		<ul style="list-style-type: none"> - Large sensibilisation des populations sur les méthodes de prévention des maladies endémiques - Education des populations sur les méthodes de protection de l'écosystème - Respect des normes d'urbanisation dans les projets de développement - Intensification des projets de reboisement et de mise en défens des sites ; - Domestication des PFNL - Application effective des normes de qualité dans le processus de transformation alimentaire ; - Initialisation d'une plateforme entre MINSANTE et MINEPDED ; - "Gender main streaming" dans tous les projets de santé ;
EMPLOI		
<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des structures de formation professionnelle ; - Faible exploitation des opportunités qu'offre le secteur environnemental ; - Mauvaise condition de travail augmente les maladies professionnelles ; - Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité au travail - Non prise en compte de la norme qualité (ISO 9000) dans le processus de transformation des produits agricoles ; - Inadéquation formation/emploi ; - Absence de « Gender main streaming dans le secteur emploi 		<ul style="list-style-type: none"> - Construction des infrastructures adéquates ; - Exploitation accrue des opportunités qu'offre le secteur environnemental ; - Amélioration des conditions de travail en vue de la limitation des maladies professionnelles ; - Application effective des normes de qualité dans le processus de transformation alimentaire ; - Adapter les formations en fonction des opportunités d'emploi ; - "Gender main streaming" dans le secteur de l'emploi ; - Aménager des grands bassins agricoles de manière à créer des possibilités d'emploi à caractère agricole (agriculture, pisciculture, élevage) tout en préservant les populations contre les risques liés aux effets des changements climatiques (inondations) ; - Développer des programmes d'agriculture intensive générateurs d'emploi et stratégiques pour s'adapter aux effets des changements climatiques ;

ENVIRONNEMENT		
<ul style="list-style-type: none"> - Gestion non durable des ressources forestières ; - Choix de sources d'énergie (énergie fossiles non renouvelable) ; - Faible investissement dans l'énergie propre ; - Gestion irrationnelle de l'énergie (inefficacité énergétique) - Sous exploitation du potentiel énergétique existant ; - Faible diversification des sources d'énergie ; - Déficit dans la prise en compte de l'aspect climat dans les programmes/projet de développement ; - Faible investissement dans l'approvisionnement et la gestion d'eau potable ; - Inapplicabilité des textes réglementaires sur la gestion de l'eau - Mauvaise gouvernance dans les politiques de gestion de l'eau - Pollution et Inondation ; - Urbanisation galopante et anarchique - Non prise en compte de la norme ISO 14000 liée au principe de responsabilité des entreprises ; - Désertification intensifie le changement climatique ; - Faible investissement dans l'agriculture extensive et des cultures de contre saison permettant de s'adapter aux changements climatiques ; - Absence de « Gender main streaming dans les projets environnementaux 		<ul style="list-style-type: none"> - Schéma Directeur d'Approvisionnement Urbain en Bois Energie ; - Identification et développement des énergies alternatives ; - Prise en compte de la transversalité des préoccupations environnementales dans tous les secteurs de production ; - Renforcement des modules de Formation/Education à l'environnement dans le système éducatif même au supérieur ; - Mise en œuvre de la politique de gestion de l'eau - Tenir compte des changements climatiques dans tous les secteurs de production ; - Mise en œuvre d'une politique nationale inclusive de gestion de déchets ; - Amélioration de la gouvernance dans les politiques de gestion de l'eau ; - Respect des normes d'urbanisation dans les projets de développement ; - prise en compte de la contrainte climatique dans les programmes et politiques de développement (DSCE, PANACC, PDC, EIE, etc.) ; - Réforme sur la loi fiscale de la pollution ; - "Gender main streaming" dans le secteur de l'environnement;

Proposition des lignes stratégiques par Groupe Thématique

GROUPE 1 : DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

OBJECTIF	ACTIONS	ACTEURS	RESSOURCES	INDICATEURS DES RESULTATS	QUAND
<p>Généralisation de l'accès à l'éducation de base pour tous les enfants : l'objectif de 100% n'étant toujours pas atteint ;</p> <p>Amélioration de l'environnement d'enseignement et d'apprentissage pour une éducation de qualité pour tous ;</p> <p>Accroissement de la pertinence du système éducatif à travers une adéquation formation/emploi.</p>	<p>Création des pôles de performance éducative chargés de penser les stratégies spécifiques à chaque zone</p>	<p>L'Etat, les CTD, la communauté éducative (parents, leader d'opinion, le conseil d'école, et toutes les structures participatives dans la gestion d'école)</p>	<p>L'Etat, les CTD, les associations, les élus et l'élite les partenaires techniques et financiers</p>	<p>-Le nombre de pôles fonctionnels avec un accent sur la définition du cahier de charges ;</p> <p>-le taux net de scolarisation ;</p> <p>-Le taux d'achèvement net ;</p> <p>-Le taux de rétention ;</p> <p>-Le taux de fréquentation ;</p> <p>-Le taux de réussite ;</p> <p>-L'indice de parité</p> <p>Le ratio maître élève et ratio maître/classe</p>	<p>Fin 2020</p>
	<p>Promotion de la santé comme un bien commun à travers :</p> <p>Intégration des objectifs de santé dans les plans de développement des CTD</p> <p>Engagement et appropriation par les communautés bénéficiaires</p>	<p>L'Etat, les CTD, la les milieux scientifiques, les associations, les ordres professionnels ; les sociétés savantes</p>	<p>L'Etat, les CTD, les associations, les élus et l'élite les partenaires techniques et financiers, le secteur privé, les instituts de recherche</p>	<p>- Taux d'accouchement assisté</p> <p>- Ratio mortalité maternel de mortalité maternel et infantile</p> <p>- Taux de prévalence des maladies endémiques</p> <p>- Prévalence contraceptive moderne</p> <p>Taux de couverture vaccinale</p> <p>- Taux de couverture de vaccination de routine</p> <p>- Proportion des enfants mal nourrit pris en charge</p>	
	<p>Révision des curricula de formation afin de les arrimer aux besoins du monde socio-professionnel</p> <p>-mise en place des incubateurs</p>	<p>Les administrations en charge du secteur de l'éducation, les entreprises, la CTD, les associations, les organisations scientifiques, le secteur privé</p>	<p>L'Etat, les entreprises, la CTD, les associations, les organisations scientifiques, le secteur privé</p>	<p>Nombre de curricula révisé et mise en œuvre</p> <p>Nombre d'incubateurs mis en place</p> <p>Taux d'insertion professionnel-nombre de partenariats</p>	

GRUPE 2 : INCLUSION ET EQUITE

OBJECTIFS	ACTIONS/ACTIVITES	ACTEURS	RESSOURCES	INDICATEURS	QUAND
EDUCATION					
Adapter la protection sociale aux besoins spécifiques des groupes vulnérables	Adapter la politique éducative aux besoins spécifiques des groupes vulnérables Adapter les curricula d'enseignement aux besoins spécifiques des groupes vulnérables Adapter les méthodes d'enseignement aux besoins spécifiques des groupes vulnérables Adapter les infrastructures aux besoins spécifiques des groupes vulnérables	Ministères CTD MINTP MINAS MINMAP MINEPDED CTD MINAS MINPROF MINTSS CNPSS CTD CNDH OSC	BUDGET DE L'ETAT PTF BUDGET DE L'ETAT PTF	Document adopté de politique éducative au niveau national Taux de rétention et de réussite Pourcentage de personne par catégorie de cible bénéficiant de la couverture de protection sociale,	
Réduire le coût de la prestation de santé pour assurer l'accès de tous Éliminer les violences faites aux femmes Améliorer la qualité des infrastructures de santé	Renforcement et/ou mise en place en milieu rurales les infrastructures socio-économiques de base (logement, eau, électricité etc) Renforcement de la formation et déploiement davantage des sages-femmes dans les zones défavorisées Renforcement de la collaboration entre les accoucheuses traditionnelles et le personnel de santé Amélioration de l'accessibilité des communautés aux prestations de santé à travers un dispositif de protection sociale (accouchement, etc...) Renforcement de la lutte contre VBG, les pratiques culturelles néfastes, les MGF Renforcement/amélioration du plateau technique des formations sanitaires des localités défavorisées	SANTE			
		MINSANTE MINTP MINPOSSTEL CTD COMMUNAUTES LOCALES MINPROF MINAS PTF SECTEUR PRIVE, ELITES AUTORITES TRADITIONNELLES OBC	BUDGET DE L'ETAT PTF	Ratio personnel sanitaire/ population dans les zones défavorisées Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié dans les zones défavorisées Taux de fréquentation des formations sanitaires dans les zones défavorisées Nombre de femmes référées dans les centres de santé Taux de fréquentation des formations sanitaires Taux de prévalence des pratiques culturelles néfastes dans les communautés Nombre de formations sanitaires disposant d'un plateau technique de base	

CONSULTATIONS NATIONALES POUR L'AGENDA DE DEVELOPPEMENT POST-2015 AU CAMEROUN

OBJECTIFS	ACTIONS/ACTIVITES	ACTEURS	RESSOURCES	INDICATEURS	QUAND
Assurer la non-discrimination de l'accès à l'emploi	<p>Promotion et protection des droits des personnes infectées par le VIH en milieu de travail</p> <p>Renforcement des capacités en développement de l'entreprenariat et facilitation de l'accès aux micro-crédits</p> <p>Promotion de l'approche HIMO</p> <p>Renforcement du dispositif de protection sociale facilitant l'accès à l'emploi/employabilité</p>	<p>EMPLOI</p> <p>MINSANTE MINPROF MINTSS MINAS PTF CTD OSC ONG SECTEUR PRIVE SYNDICATS PATRONAT MINADER MINEPIA MICROFINANCE FINANCES MINEPAT MINTP MINDUH MINMAP</p>		<p>Index de stigma réduit</p> <p>Amélioration des conditions économiques</p> <p>Taux de pauvreté dans les communautés cibles</p> <p>Taux désagrégé d'emploi généré</p> <p>Taux désagrégé d'emploi des personnes bénéficiant de réadaptions et de formation professionnelle</p>	

GROUPE 3 : JEUNESSE ET EMPLOI

OBJECTIF	ACTIONS	ACTEURS	RESSOURCES	INDICATEURS de RESULTATS	DELAIS
EDUCATION					
	Cultiver le sens de la morale et de la patrie en milieu jeune (filles et garçons)	MINJEC, Jeunes, et ministères sectoriels, familles, OSC, confessions religieuses PTF	Budget public, éducateurs,	Changement de comportement chez les jeunes	2016
	Diversifier les méthodes de sensibilisation et d'information spécifiques aux différentes catégories des jeunes (filles et garçons) en utilisant les médias et les TIC.	MINCOM, Ministères sectoriels,	Partenaires publics et privés, Agences du système des Nations Unies	Nombre de modules spécifiques de sensibilisation développés en faveur des filles et des garçons	2016
EMPLOI					
	Développer l'esprit de volontariat chez les jeunes (filles et garçons)	MINJEC, Programme des VNU, jeunes, OSC, ONU femmes	Budget MINJEC, ressources financières des OI, secteur privé	-Une Stratégie nationale de volontariat - Nombre de volontaires insérés dans les structures - proportion des filles impliquées dans les services de volontariat	2016
	Développer l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes (filles et garçons)	Ministères sectoriel et MINEFOP, BIT, ONU femmes, OSC	Gouvernement, partenaires au développement, jeunes, GICAM, ECAM, syndicats des PME	Nombre de jeunes (filles et garçons) chefs d'entreprises	2016
	Introduire les cours d'entrepreneuriat dans les programmes éducatifs	MINEDUB, MINESEC, MINESUP, MINEFOP, UNICEF, UNESCO, MINAS MINTSS	Gouvernement, partenaires au développement, OSC, secteur privé, confessions religieuses	-Production des ouvrages spécialisés en entrepreneuriat	2016
GOUVERNANCE					
	Impliquer les jeunes (filles et garçons) dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes dédiés, notamment, les jeunes filles (santé, éducation, emploi)	Ministères sectoriels, communautés autochtones, PMR, secteur privé, BIT, ONU femmes, UNFPA	Budget de l'Etat, Ministères sectoriels, communautés autochtones, PMR, partenaires bi et multi latéraux, collectivités territoriales décentralisées	-nombre de jeunes (désagrégés par sexe) impliqués dans les programmes dédiés	-2015

SANTE				
	Mettre en place un système de sécurité sociale prenant en compte des jeunes filles et garçons de différentes conditions (filles, garçons, PVH)	MINJEC, MINSANTE, jeunes, UNICEF, MINAS, Coll. Terr:Dec ; BIT	Budget MINSANTE, CNPS, Budget des CTD, partenariats public-privé,	-nombre de jeunes désagréés par sexe bénéficiant de la sécurité 2015
	Réduire la consommation des drogues en milieu jeune	MINJEC, MINSANTE, jeunes, UNICEF, MINAS, Collectivités Territoriales Décentralisées, familles, communautés autochtones	Budget MINSANTE, CNPS, Budget des CTD, partenariats public-privé, communautés autochtones	-proportion des jeunes (filles, garçons, PVH) ayant abandonné la consommation des drogues 2015
	Créer des espaces d'écoute-conseil fonctionnels en SRA pour les jeunes (filles et garçons)	MINSANTE, MINJEC, UNFPA	Budget MINSANTE, CTD, MINJEC	Nombre d'espaces d'écoute-conseil fonctionnels 2015

GROUPE 4 : ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

OBJECTIF	Actions	Acteurs	Ressources	Indicateurs de résultats	Quand
	Santé				
	Mettre sur pied des programmes conjoints entre MINSANTE et MINEPDED dans la gestion de certaines maladies liées à l'environnement	MINSANTE MINEPDED	BIP Appui coopération	programmes conjoints entre MINSANTE et MINEPDED sont créés pour la gestion des maladies environnementales. Des mesures d'atténuation aux changements climatiques pour limiter les effets sur la santé sont prises Une bonne gouvernance est appliquée dans le secteur de l'environnement pour garantir sa protection	
	Mettre sur pied des mesures d'atténuations aux changements climatiques pour limiter ces effets sur la santé	MINSANTE MINEPDED Coopération	BIP Appui coopération Législation		
	Appliquer la bonne gouvernance dans le secteur de l'environnement pour garantir les mesures de protection de l'environnement	MINSANTE MINEPDED Coopération CONAC MINEPDED	BIP Appui coopération		
	Promotion de la recherche sur les effets des changements climatiques sur les systèmes humains	MINSANTE MINFOF MINESUP MINRESI	BIP Appui coopération Législation	Des nombreuses recherches sur les effets des changements climatiques sont menées	
	Education				
	renforcer les modules d'éducation à l'environnement dans le système éducation	MINEDUB MINESEC MINESEP MINPROFF et autres sectoriels OSC, ONG, CTD	BIP Appui à la coopération		
	Emploi				

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement



Éliminer l'extrême pauvreté et la faim



Assurer l'éducation primaire pour tous



Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans



Améliorer la santé maternelle



Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies



Assurer un environnement durable



Mettre en place un partenariat pour le développement